

# ICOMOS

INTERNATIONAL COUNCIL ON MONUMENTS AND SITES  
CONSEIL INTERNATIONAL DES MONUMENTS ET DES SITES  
CONSEJO INTERNACIONAL DE MONUMENTOS Y SITIOS  
МЕЖДУНАРОДНЫЙ СОВЕТ ПО ВОПРОСАМ ПАМЯТНИКОВ И ДОСТОПРИМЕЧАТЕЛЬНЫХ МЕСТ

Nos Réf. GB/AA/1511

Charenton-le-Pont, le 27 Septembre 2016

S. Exc. Monsieur Diekumpuna SITA  
N'SADISI JOSÉ  
Délégation permanente d'Angola auprès de  
l'UNESCO  
Maison de l'UNESCO  
1, rue Miollis  
75732 Paris Cedex 15

Liste du patrimoine mondial 2017

**Centre historique de Mbanza Kongo (République d'Angola) – informations complémentaires**

Monsieur l'Ambassadeur,

L'ICOMOS est en train d'évaluer la proposition d'inscrire le "Centre historique de Mbanza Kongo" sur la Liste du patrimoine mondial et une mission d'évaluation a visité le bien proposé, afin d'examiner les questions liées à la protection, la gestion et la conservation, ainsi que celles associées à l'intégrité et l'authenticité.

Afin de nous aider lors de notre processus global d'évaluation, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous fournir des informations supplémentaires, propres à compléter celles qui ont déjà été soumises dans le dossier de candidature.

C'est pourquoi, nous serions redevables à l'État partie de prendre en considération les points suivants et de fournir des compléments d'information les concernant :

## **Définition du bien**

L'État partie pourrait-il préciser si les sites archéologiques identifiés, cartographiés et, pour certains, fouillés à Mbanza Kongo dans les années 1960, puis recouverts d'asphalte et/ou tronçonnés par des trottoirs, ont été inventoriés et/ou dégagés de ces artefacts ?

Plus généralement, existe-t-il des zones patrimoniales sensibles dans la ville (dans les limites du bien ou de la zone tampon) dont le potentiel archéologique a été reconnu ou supposé important ? Y a-t-il eu ou y a-t-il actuellement une stratégie de recherche pour repérer de telles zones ? D'autres chantiers de fouilles sont-ils d'ores et déjà programmés dont on pense qu'ils permettraient d'apporter des informations complémentaires sur l'histoire de l'ancien royaume Kongo ?

L'ICOMOS comprend que la cathédrale et les zones récemment fouillées constituent les éléments clés d'une potentielle valeur universelle exceptionnelle. L'État partie pourrait-il préciser si les limites actuelles assignées au bien recouvrent ou sont susceptibles de recouvrir partie ou totalité du territoire de l'ancienne cité précoloniale ? En quoi la documentation disponible pourrait-elle aider à répondre à cette interrogation ?

L'État partie a-t-il connaissance d'autres sites significatifs, liés à l'histoire de l'ancien royaume Kongo, qui seraient susceptibles d'être cités et ainsi de contribuer à définir la valeur universelle exceptionnelle de la cité de Mbanza Kongo, comme entité capitale, au faite de sa puissance et de son influence politique et territoriale ?

#### **Droit de propriété**

L'État partie pourrait-il justifier le droit de propriété qui s'exerce sur les deux catégories principales du bien : « bâtiments historiques » (en rose sur la « Carte cadastrale et édifices d'intérêt patrimonial »), sites archéologiques (en jaune sur la « Carte cadastrale »), compte tenu du fait que plusieurs parmi les « bâtiments historiques » relèvent de l'Église ou de communautés religieuses ?

#### **Protection et conservation du bien**

L'État partie pourrait-il confirmer de façon officielle et irrévocable le démontage des antennes de télécommunications se situant près des vestiges (au plus tard en 2018), ainsi que la fermeture de la piste aérienne coupant la ville historique en deux et son transfert sur le site de Nkiende II (au plus tard en 2019) ?

L'État partie pourrait-il expliquer comment l'importante zone libérée par le départ de la piste aérienne va être aménagée et s'il existe un plan spécifique pour rétablir la cohérence du site historique principal, créer un cheminement des visites en son sein, traiter les bâtiments d'intérêt culturel dans sa proximité ?

L'État partie pourrait-il préciser le degré d'avancement du « Projet d'infrastructure intégré » destiné à canaliser les eaux pluviales et, en particulier, à lutter contre le ravinement qui affecte les pentes latéritiques du plateau, objet essentiel pour l'intégrité du site naturel de Mbanza Kongo ? En parallèle, serait-il possible de préciser la politique de développement des infrastructures urbaines qui permettraient de contrôler les effets de la pression démographique, dans l'optique d'une protection du bien (réseau d'eau potable, électrification, traitement des ordures, réseau d'égouts) ?

L'État partie pourrait-il expliquer quand et comment les dix sources d'eau de roche qui subsistent seront réaménagées et débarrassées des impuretés qui compromettent actuellement leur salubrité ?

L'État partie pourrait-il expliquer dans quels délais pourrait avoir lieu une intervention d'urgence pour stabiliser et sécuriser les vestiges de l'ancienne cathédrale (*Kulumbimbi*) ?

#### **Régime de gestion du bien**

L'État partie pourrait-il préciser quand la Proposition de règlement urbain du centre historique (dite « Prego ») sera opérationnelle, promulguée et applicable, et comment ce règlement sera mis en cohérence avec le patrimoine historique de la ville ? Est-il possible, en particulier, de préciser si l'habitat social pourrait être placé en dehors de la ville historique et si les fours de cuisson des briques pourraient être isolés des zones d'habitat et réglementés ?

#### **Plan de gestion du bien**

L'État partie pourrait-il établir des indicateurs de suivi plus précis et des directives à caractère exécutif dans la zone principale et la zone tampon ?

L'État partie pourrait-il établir un plan de gestion actualisé avec un calendrier précis de mise en œuvre, intégrant en particulier une planification plus serrée de la conservation et de la restauration des éléments constitutifs du bien (politique opérationnelle de conservation préventive pour les sites autres que *Kulumbimbi*) ?

L'État partie pourrait-il dresser, dans le cadre du plan de gestion, un tableau de bord des ressources humaines disponibles et nécessaires, des objectifs de financement, des niveaux de qualification et des besoins de formation ?

Nous attendons vos réponses sur ces points, qui seront d'une grande aide dans notre processus d'évaluation.

Nous vous serions reconnaissants si vous pouviez fournir les informations ci-dessus à l'ICOMOS et au Centre du patrimoine mondial pour le **lundi 07 novembre 2016 au plus tard**.

Nous vous remercions par avance pour votre aimable coopération et vous assurons de nos cordiales salutations.



Gwenaëlle Bourdin  
Directrice  
Unité d'évaluation de l'ICOMOS

Copie à            Instituto Nacional do Património Cultural (INPC)  
                         Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO



REPÚBLICA DE ANGOLA  
**MINISTÉRIO DA CULTURA**  
GABINETE DA MINISTRA

À  
Sua Excelência Embaixador Extraordinário e  
Plenipotenciário Delegado Permanente da  
República de Angola Junto da UNESCO  
Dr. Diekumpuna Sita Nsadisi José

PARIS

N/REF<sup>a</sup> 001641/GAB.MINCULT/2016

**Assunto: Informações Complementares solicitadas pelo ICOMOS**

**Excelência,**

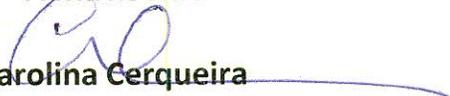
Sou por este meio acusar a recepção e agradecer o envio do Vosso ofício com a Ref. Nº 470//GAB-BEM/ANG/UNESCO/2015, relativo ao assunto em epígrafe e junto remeter para os devidos efeitos as informações complementares do processo de avaliação da proposta de inclusão na Lista do Património Mundial o “Centro Histórico de Mbanza Kongo”, na sequência da visita do perito do ICOMOS realizada em Julho de 2016.

Na expectativa de que este assunto merecerá o melhor acolhimento de V.Ex.<sup>a</sup>, sou a reiterar os protestos de elevada estima e consideração.

**“A CULTURA FORTALECE A NAÇÃO-MAIS CULTURA, MAIS ANGOLA”**

GABINETE DA MINISTRA DA CULTURA, em Luanda, aos 4. 11. 16

A MINISTRA

  
Carolina Cerqueira



*República de Angola*  
*Delegação Permanente*  
*junto da Unesco*

---

**Traduction non officielle**

Son Excellence  
Monsieur Diekumpuna Sita José  
Ambassadeur Délégué Permanente  
De la République d'Angola Auprès de  
l'UNESCO

Paris

N/REF<sup>a</sup>001641/GAB.MINICULT/2016

**Objet :** Informations supplémentaires sur le Centre Historique de Mbanza Kongo

Excellence,

En référence à votre note N°470/GAB-EMB/ANG/UNESCO/2016, nous avons l'honneur de vous remettre toutes les informations supplémentaires, pour compléter le dossier du Centre Historique de Mbanza Kongo, conformément la sollicitation de la lettre de l'ICOMOS, Réf. GB/AA/1511, du 27 septembre 2016, afin de vous aider dans votre processus global d'évaluation.

Le cabinet de la Ministre de la Culture, Luanda le 4 novembre 2016

**La Ministre**  
**Carolina Cerqueira**



**REPÚBLICA DE ANGOLA**  
**MINISTÉRIO DA CULTURA**  
**Gabinete da Ministra**

Liste du patrimoine mondial 2017  
Centre Historique de Mbanza Kongo (République d'Angola)  
**Informations complémentaires**

**Définition du bien**

**Question 1**

Oui, les sites archéologique identifiés, cartographies et pour certains fouillés ont été inventoriés en 1977 (voir DR en annexe) et dégagés de ces artefacts, tels que Tadi dya Bukikwa et Lumbu que sont des structures de bâtiments laissés sur place (voir Fernando Batalha, 2006 et 2008 et rapports Administratifs de Valdemar D'Orey de n° 86/RE/70 de l'architecte Fernando Batalha, 153/RE/70-71/) (copie en annexe 1).

**Question 2**

Oui. Des zones patrimoniales sensibles de la ville ont été identifiées dans la zone limite du bien.

b) oui. Il y a une équipe formée par spécialistes de l'INPC, du Musée de Archéologie et de différentes universités (Yaoundé, Coimbra, Gant et de Toulouse, Jean Jaurès) et autres institutions comme l'INRAP (Institut national de recherche archéologiques), du dossier le « Rapport de la mission de fouilles de Septembre 2014 », pp 101 et 102.

Relativement aux recherches archéologiques effectuées dans l'espace de l'ancien royaume Kongo, il existent des propositions de coopération entre l'INPC et les universités, de Yaoundé, Coimbra, Gant et l'IFAS (Institut Français d'Afrique du Sud), pour assurer la continuité des recherches déjà entamées sur Mbanza Kongo et Mbanza Soyo, mais aussi à Mbanza Nsundi et Matadi en RDC qui auront une extension du côté de la frontière angolaise.

**Question 3**

Les limites du bien recouvrent la totalité du territoire de l'ancienne cité précoloniale.

La délimitation proposée englobe toute la colline sur laquelle est la ville actuelle. La raison est organisationnelle car la réputation de Mbanza Kongo

comme cite ayant dès les primordes de son organisation sociopolitique a laissé des marques et des traces dans le paysage, que l'archéologie a mis au jour et ses mêmes sites sont localisés et inventoriés. Des quartiers se sont développés en fonction des activités économiques de la cité. Elle était a son apogée lors de l'arrivée des Européens, grâce a l'échange d'objets de fer contre de l'ivoire avec des peuples de l'intérieur. La zone tampon a partir de ces justifications est une zone plus large et plus étendue ou des fouilles seront a entreprendre pour vérifier ces états historiques de la capitale du royaume du Kongo, comme capitale économique entre les régions intérieures et le nord de l ancien royaume.

La documentation disponible pour justifier notre affirmation sur les récits du XV<sup>ème</sup> au XIX<sup>ème</sup> sont :

BALANDIER, Georges, 1965, *La vie quotidienne au Royaume du Kongo du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*. Paris, Hachette, pp.18-19.

CUVELIER, J., 1946, *L'ancien royaume de Congo: fondation, découverte, première évangélisation de l'ancien royaume de Congo*. Bruges, Desclée de Brouwier, p.72.

CUVELIER, J. & L. Jadin, 1954, *L'Ancien Congo d'après les archives romaines*. Brussels, Mémoires de l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, p.137.

CUVELIER, J., 1953, *Relations sur le Congo du Père Laurent de Lucques (1700–1717)*. Brussels, Institut Royal Colonial Belge, p.257.

DAPPER, D. Olfert, 1686, *Description de l'Afrique, Contenant les noms, la situation & les confins de toutes les parties, leurs Rivières, leurs Villes & leurs Habitations, leurs Plantes & leurs Animaux; les Moeurs, les Coûtumes, La langue, les Richesses, la Religion & le Gouvernement de les Peuples*. Amsterdam, Chez Wolfgang, Waesberge, Boom & van Someren. pp. 554-589.

LOPES, Duarte & Pigafetta, F., 1951, *Relação do Reino do Congo e Terras Circunvizinhas*. Lisboa, Agência Geral do Ultramar, p. 59-61.

PIGAFETTA, F., & Lopes, Odoardo, 1591, *Relatione del Reame di Congo et delle circonvicine contrade*. Roma, Apresso Bartolomeu Grassi, pp.39 41.

THORNTON, J., 1998-1999, São Salvador: *A cidade Sagrada do Kongo*. In: *Fontes & Estudos, vol. 4-5*, Luanda, pp. 135-162.

#### **Question 4**

D'autres sites significatifs liés à histoire de l'ancien royaume du Kongo qui démontrent de sa puissance politique et territoriale peuvent contribuer pour définir la Valeur Universel Exceptionnelle :

- Soyo lieu des première contacte entre les représentants des souverain do Kongo e les navigateurs portugais et ce la ou est situe le port de Mpinda,

principale port de embarquement des slaves de la zone de l'ancien royaume du Kongo ;

- Luanda lieu où on recueillait la monnaie du royaume « Nzimbo » utilisé dans la transaction commerciale dans le royaume et avec les territoires voisins, même après les contacts avec les portugais.

Les sites comme Kindoki, Ngongo Mbata et Mbanza Nsundi dans la RDC, fouilles par l'équipe du Project Kongoking (lié aux universités de Bruxelles et Gant) nous donnent un parfait encadrement de Mbanza Kongo dans les circuits commerciaux de l'époque et la consommation des produits étrangers (voir dans les annexes du Dossier pp.45-95 le Rapport d'expertise archéologique, Novembre 2015).

Les résultats archéologiques en RDC par l'équipe KongoKing et démontrent de l'unité culturelle entre le centre et sa périphérie nord par la mise à jour d'une série d'objets identiques dans la capitale et dans les principales agglomérations des provinces du nord du royaume.

## **Droit de Propriété**

### **Question 5**

Pour les principaux biens « bâtiments historiques », le droit de propriété appartient à l'Administration Municipale de Mbanza Kongo à l'exception des bâtiments religieux dont la propriété repose sur leurs respectives églises. Mais l'abri de la loi 14/05, qui assure la protection nécessaire et accorde des soutiens et des incitations aux entités publiques et privées qui ont à leur charge des biens patrimoniaux, à travers le Ministère de la culture.

Quant aux sites archéologiques, la propriété repose sur l'administration municipale et le ministère de la culture, ainsi que le comité de gestion qui se charge des recherches scientifiques, de protection, conservation et de leur gestion.

## **Protection et conservation du bien**

### **Question 6**

Par rapport à l'antenne de télécommunication nous avons déjà fait la demande à l'entreprise Unitel et cette action a été déjà réalisée, étant donné qu'il y a eu remplacement de l'antenne par une antenne du « type palmier » qui est en harmonie avec le milieu naturel de la ville. Ainsi nous remettons en annexe la justification, vue que sa complète remontée pourrait provoquer la perte totale du signal de communication, affectant les banques, les services administratifs, etc. (Voir annexe 2).

Pour les autres antennes présentes sur le site, l'Etat partie se compromet à faire la demande de démontage jusqu'à 2018.

- En ce qui concerne la piste d'avion

Oui, L'Etat partie confirme le transfert de la piste sur le site de Nkiende II au plus tard en 2019. Les travaux de déminage ont été conclus.

## Question 7

Le plan d'aménagement de la zone où se situe la piste aura un caractère intégré de façon à mettre en valeur la ville dans sa longue durée comme ancienne capitale du Royaume du Kongo, avec la préservation du tumulus de D. Mpolo et l'encadrement des bâtiments d'intérêt culturel et touristique.

## Question 8

- Le degré d'avancement du «Project d'infrastructures intégrées », destiné à canaliser les eaux pluviales et, en particulier, à lutter contre le ravinement qui affecte les pentes latéritiques du plateau, objet essentiel pour l'intégrité du site de Mbanza Kongo, est à 40% d'exécution physique, en fonction du chronogramme de l'entreprise chargée de ces travaux. La date limite pour l'exécution de ce projet est 2017, en accord avec le programme l'exécutif angolais (2013/2017).

La politique de développement des infrastructures urbaines qui permet de contrôler les effets de la pression démographique, dans l'optique d'une protection du bien (réseau d'eau potable, électrification, traitement des ordures, réseau d'égouts) :

1- En ce qui concerne le projet d'eau potable.

Le Décret Présidentiel n. ° 259/16, du 8 de Octobre et 222/14, de 20 de Novembre qui approuvent la réalisation de concours publiques pour l'exécution de travaux de renforcement du système d'approvisionnement d'eau pour les sièges des municipalités des provinces Bié, Cuanza-Norte, Cuanza-Sul, Huíla, Huambo, Malange, Lunda-Norte, Moxico et **Zaire**. (Annexe 3)

2- En ce qui concerne le Project d'électrification.

Par le Décret Présidentiel 281/16, du 16 Septembre, il est approuvé le Project d'électrification de la Province du Zaire. Ce projet fait partie du Programme du gouvernement 2013-2017. Tenant en compte que la Construction de la centrale thermique du cycle combiné du Soyo, qui contribuera pour le développement socio-économique du pays et pour l'amélioration des conditions de vie de la population qui vit dans les municipalités et communes de la Province du Zaire. (Annexe 4)

Le contrat a été célébré par le Ministère d'Énergie et Eaux et l'entreprise TBEA Co. Limited, avec une valeur de 435.517.852,00 de dollars américains. Le Ministère des finances devra assurer les ressources financières nécessaires pour la mise en œuvre du dit projet. Nous envoyons en annexe le décret présidentiel.

3- En ce qui concerne le projet de traitement des ordures et le réseau d'égouts, le projet d'exécution d'infrastructures urbaines intégrées de Mbanza

Kongo, prévoient l'implantation des réseaux techniques, notamment : assainissement basique, cheminement des eaux de pluies et résiduelles pour prévenir les ravines. Due à la magnitude de la situation, les projets de contention des ravines au niveau de la municipalité ont été exécutés à 30%.

### Question 9

Il est en cours l'élaboration du projet de réhabilitation et valorisation des alentours des principales sources d'eau de roche.

### Question 10

L'intervention d'urgence pour la stabilisation et sécurisation de l'ancienne cathédrale (Kulumbimbi), a été initié en août 2016 pour la phase d'études et analyses initiales, élaboration du plan de gestion de référence et proposition d'intervention d'urgence. Toutes les phases d'intervention selon le chronogramme annexe auront prit fin en septembre 2017. Pour ce projet il est prévu la formation de la population locale, tout en contribuant pour l'amélioration des conditions de vie de la population et une inclusion dans la conservation de leur patrimoine. En annexe nous remettons le chronogramme de l'intervention sur la cathédrale, l'accord de principe. (Annexe 5).

## Régime de gestion du bien

### Question 11

- La Proposition de règlement urbain du Centre historique est entrain d'être élaboré en accord avec le souci de préservation et conservation du patrimoine historique, et sera signé applicable en 2017.
- Oui, les habitations sociales seront placés en dehors du Centre historique et de la zone tampon, le project sera revu et délocalisé dans la zone de Bela Vista, en fonction de nouvelles directives du règlement urbain.
- Oui, les fours de cuissons des briques pourraient être isolés des zones d'habitation et règlementés.

## Plan de gestion du Bien

### Question 12

- Indicateurs de suive

Priorité	Bâtiment et sites archéologiques	Périodicité	Emplacements	Entité Charge de la conservation	Obs

1	Kulumbimbi	2016 -2018	Centre Historique	Odebrecht	
2	Tadi dya Bukikwa	2017-2021	Centre Historique	-	En négociation
3	Lumbu	2017	Centre Historique	-	En négociation
4	Mission Catholique		Centre Historique	-	En négociation
5	Maison du Secrétaire	2017	Centre Historique	-	En négociation
6	Musée des Rois	2017	Centre Historique	-	En négociation
7	Eglise IEBA	2017	Centre Historique	-	En négociation
8	Eglise S. Antonio	2017	Centre Historique	-	En négociation

### Question 13

- Les indicateurs de suivi du bien et les directives à caractère exécutif.

Le Comité de gestion participative, organe créé para le Président de la République, constitué par des membres de plusieurs ministères (voir annexe 6 – quadro do pessoal do Comité) avec un budget propre inclus dans le OGE (Budget Général de l'État), articule avec les autorités administratives (le Gouverneur de la Province du Zaïre, l'administration municipale, l'Institut National du Patrimoine Culturel, les autorités traditionnelles, la société civile, le secteur privé, associations, etc.) l'exécution des objectifs et actions prévues dans le plan de gestion, programmées annuellement et mensuellement. Le recrutement et la formation d'autres cadres est prévu pour faire face aux exigences liées au site.

Un dispositif de suivi a été pensé pour faire le monitoring de toutes les actions, ainsi que le degré d'exécution des mêmes.

### Question 14

Ressources Humaines disponibles	Ressources Humaines nécessaires	Objectifs de financement	Niveaux de qualification	Besoin de formation
(Voir annexe 6-cadre du personnel)	Guides touristiques	Valorisation du site	(Voir annexe 6-cadre du personnel)	Guides touristiques
	Archéologues	Recherche et conservation des biens		archéologie

	Conservateurs	Restauration		Conservateurs
	Archivistes			
	Restaurateurs			restauration
	Ingénieur environnement			



Segunda-feira, 26 de Junho de 1978

I SÉRIE — N.º 149

# DIÁRIO DA REPÚBLICA

ÓRGÃO OFICIAL DA REPÚBLICA POPULAR DE ANGOLA

Preço deste número — Kz 2.00

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e assinaturas do «Diário da República», deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional de Angola, em Luanda, Caixa Postal 1306. — End. Teleg.: «Imprensa».

## ASSINATURAS

	Ass
As três séries .....	Kz 1330.00
A 1.ª série .....	Kz 500.00
A 2.ª série .....	Kz 500.00
A 3.ª série .....	Kz 450.00

O preço dos anúncios é de Kz 22.00 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo, dependendo a sua publicação do depósito prévio a efectuar na Tesouraria da Imprensa Nacional de Angola.

## SUMÁRIO

### Gabinete do Primeiro-Ministro

#### Despacho:

Determina que o director de Gabinete do Primeiro-Ministro se desloque a Portugal, em missão de serviço, com demora de oito dias.

### Gabinete do Primeiro Vice-Primeiro-Ministro

#### Despacho n.º 13/78:

Inventaria e submete à tutela do Departamento Nacional de Museus e Monumentos, sítios e imóveis na cidade de Mbanza Kongo.

## GABINETE DO PRIMEIRO-MINISTRO

### Despacho

Havendo necessidade de fazer deslocar a Portugal, em missão de serviço, um funcionário do meu Gabinete, determino:

Que o director do meu Gabinete, Álvaro da Silva Franco, se desloque a Portugal, em missão de serviço, com demora de oito dias.

Gabinete do Primeiro-Ministro, em Luanda, 23 de Junho de 1978. — O Primeiro-Ministro, *Lopo Fortunato Ferreira do Nascimento*.

## GABINETE DO PRIMEIRO VICE-PRIMEIRO-MINISTRO Conselho Nacional de Cultura

### Despacho n.º 13/78

Tornando-se necessário desde já proteger e resguardar de utilização indevida ou depredação, alguns

imóveis antigos e sítios de interesse na cidade de Mbanza Kongo, enquanto não é efectuada a sua classificação como monumentos e zonas históricas;

1. Ficam inventariados e sob tutela do Departamento Nacional de Museus e Monumentos, através da Comissão de Conservação do Património Cultural Nacional, de acordo com o disposto no n.º 1.º e alínea b) do n.º 2.º do artigo 1.º e artigo 2.º do Decreto n.º 80/76, de 3 de Setembro e no n.º 2.º e sua alínea b) do Despacho n.º 4/77, de 25 de Janeiro, deste Conselho Nacional de Cultura, os sítios e imóveis seguintes:

#### Como Reservas Monumentais Históricas:

- 1 — Igreja da Missão Baptista (1899);
- 2 — Igreja de Nossa Senhora da Conceição;
- 3 — Hospital da Missão Baptista (1909/1912);
- 4 — Fortum-prisão;
- 5 — Missão Católica.

#### Como Reservas Monumentais Nacionais:

- 1 — A Casa dos Reis e toda a área adjacente, incluindo Yala Nkuwr, onde se lava o cadáver do Rei, Casa dos Secretários e os terrenos delimitados pelas quatro ruas;
- 2 — Túmulo da mãe de Mvemba a Nzinga (Afonso I).

#### Como Reservas de Zonas Históricas:

- 1 — Caminho de Nbanza (caminho de caravanas) junto à estrada asfaltada para Tomboko e troço existente até aos pequenos imbondeiros;
- 2 — Mpindi a Tadi, lugar onde se defumava o corpo do Rei defunto;
- 3 — Kindi, local da execução dos criminosos e escravos;
- 4 — «Fonte Santa».

2. Os actuais proprietários ou utentes dos imóveis referidos, deverão contactar com o Departamento Nacional de Museus e Monumentos, para esclarecimento das condições de utilização futuras.

Conselho Nacional de Cultura, em Luanda, 15 de Junho de 1978. — O Secretário Nacional de Cultura, *António Jacinto do Amaral Martins*.



À

Exma. Senhora

Ministra da Cultura

Dra. Carolina Cerqueira

Largo António Jacinto, Edifício da Cultura, 1º Andar

Luanda - Angola

N/Ref: 2016.DGA - A.002687.

Data: 25/10/2016

Assunto: Nota explicativa sobre a recolocação torre CC Mbanza Congo.

Exma. Senhora Ministra da Cultura,

A Unitel, empresa de Telecomunicações e Prestação de Serviços de telefonia móvel, com escritórios em Luanda na rua Marechal Broz Tito n.º 77/79- Kinaxixi, registada na Conservatória Comercial de Luanda, sob o n.º 38 do Livro-diário de 23 de Agosto de 1999 e Contribuinte n.º5410003144.

Na qualidade de operadora móvel de Angola e na responsabilidade de garantir o serviço de telecomunicações para os clientes unipessoais e institucionais, a remoção da torre no centro da cidade de Mbanza Congo provocaria a perda total do sinal da Unitel no perímetro circunscrito do centro da cidade de Mbanza Congo e como consequência a dificuldade das telecomunicações para os clientes.

Neste sentido, a Unitel também ciente da grande importância do projecto para a Classificação da Cidade Histórica de Mbanza Congo a Património Mundial, propôs a instalação de uma torre especial que se enquadrasse no meio ambiente da cidade e garantisse em pleno o funcionamento das telecomunicações da rede Unitel na cidade de Mbanza Congo, com o parecer favorável do Ministério da Cultura.

Sem outro assunto de momento, apresentamos a V. Exas. os nossos mais respeitosos cumprimentos.

Atenciosamente,

*ADAL*

O Direcção Geral  
Eng.º Anthony Dolton

ESCRITÓRIOS: COMPLEXO UNITEL LUANDA - SUL  
SECTOR 22/ VIA C3  
TALATONA, LUANDA - ANGOLA  
T: +244 923 199 100 - 244 923 199 101 - 244 923 199 222  
F: +244 222 447 783  
email:unitel@unitel.ao  
www.unitel.ao



**RELATÓRIO**  
**INSTALAÇÕES TÉCNICAS**  
**CENTRO DE COMUTAÇÃO MBANZA CONGO**

**Visita técnica realizada no dia 08 a 09 Abril 2016**

**Unitel, S.A.**

## Índice

<b>INTRODUÇÃO</b> .....	<b>3</b>
<b>RELATÓRIO</b> .....	<b>3</b>
Antigas instalações técnicas .....	3
Novas instalações técnicas.....	5
Solução técnica para substituição da torre existente.....	7
Localização para nova torre .....	8
<b>CONCLUSÃO</b> .....	<b>8</b>

## Introdução

Serve o presente relatório para mostrar o antes e depois das instalações técnicas do centro de comutação em Mbanza Congo, assim como a importância do funcionamento dos equipamentos no referido espaço.

No presente relatório será também apresentado a solução técnica para a remoção da actual torre e substituição por torre camuflada, com o objectivo de se enquadrar no ambiente da cidade.

## Relatório

### *Antigas instalações técnicas*

As infraestruturas técnicas do centro de comutação de Mbanza Congo foram construídas em 2004 (Abril / Maio), composta por contentores, torre e geradores.



Neste local processa todas as chamadas dos clientes Unitel na provincia do Zaire.

Layout das instalações em 2004.



Com o crescimento da rede e dos clientes, houve a necessidade de aumentar o espaço técnico para instalação de novos equipamentos e tecnologias.

Em 2010 iniciamos o processo do estudo para construção de novas infraestruturas técnicas.

### ***Novas instalações técnicas***

Foi construído em 2012 o novo edifício técnico da Unitel em Mbanza Congo para o crescimento das tecnologias.

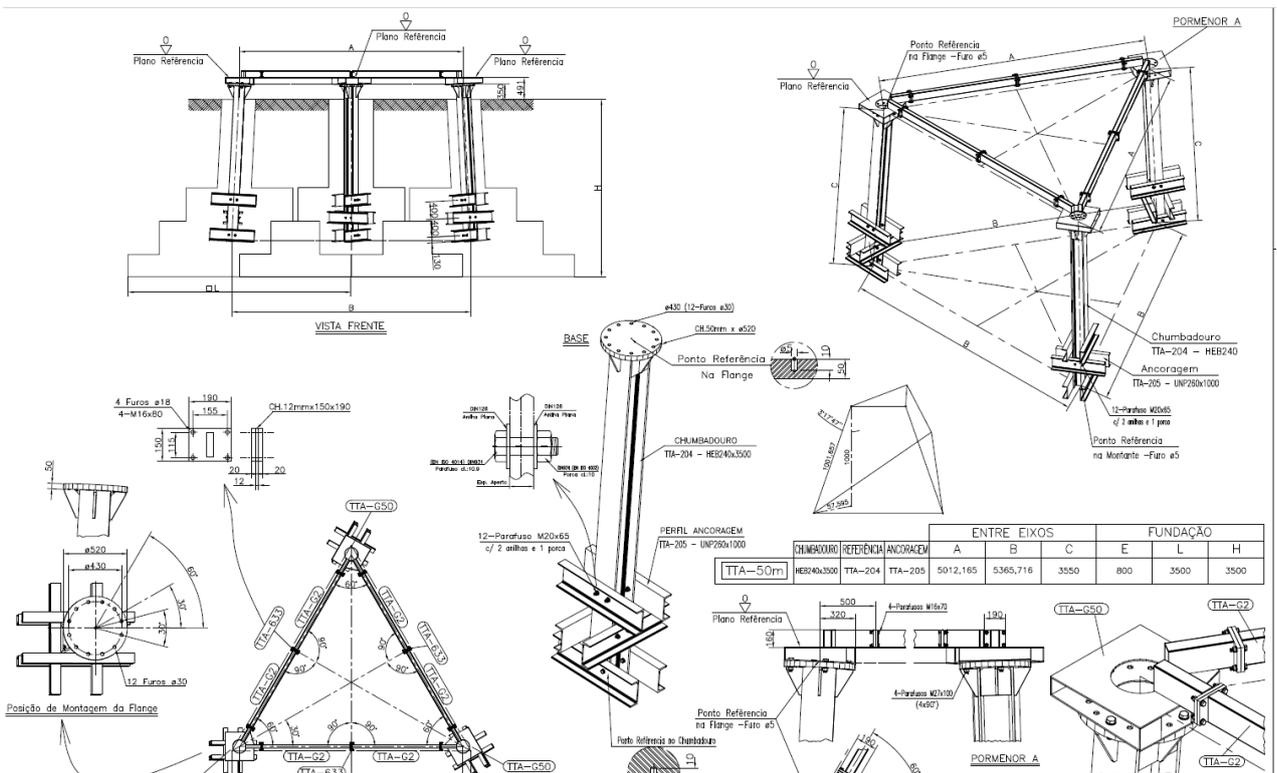


Equipamentos que interligam com as antenas de transmissão de rádio para cobertura e funcionamento dos telemóveis dos clientes Unitel.

Interligação dos cabos de telecomunicações entre os equipamentos do edifício e as antenas instaladas na torre existente.



Desenho da estrutura de suporte da torre existente:



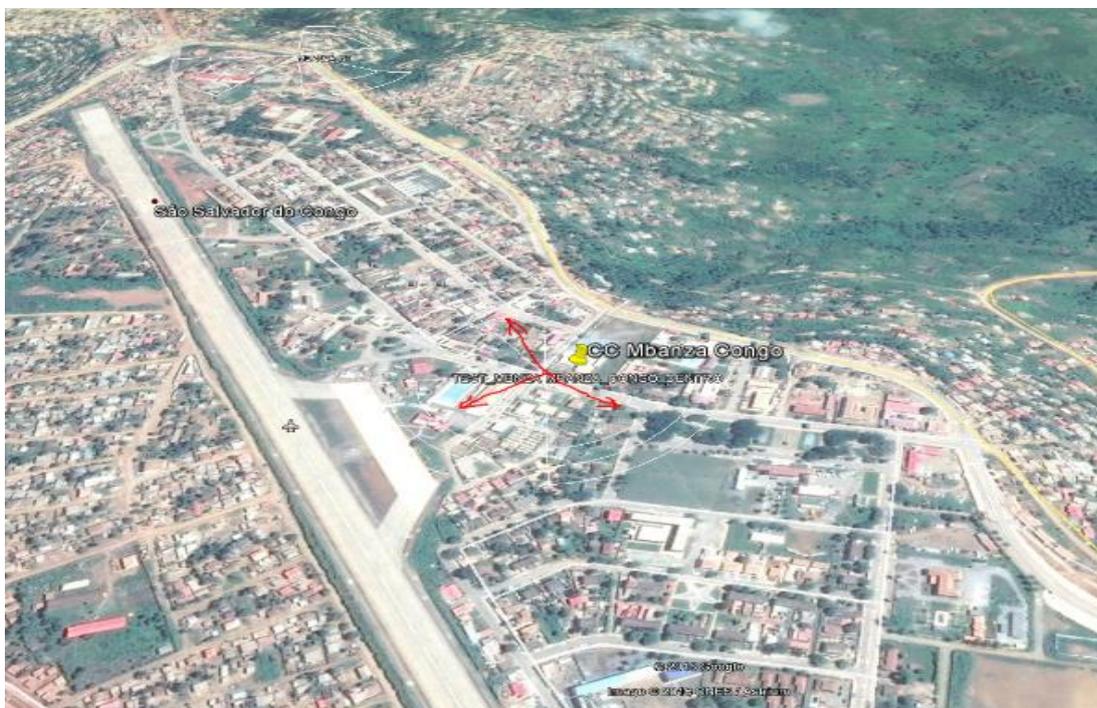
### ***Solução técnica para substituição da torre existente***

Perante a solicitação para a remoção da actual torre no centro de comutação de Mbanza Congo, houve a necessidade de encontrar outras soluções técnicas para que pudessem suportar as antenas de comunicação no local e ao mesmo tempo enquadrasse no ambiente da cidade. Desta forma, propoemos a instalação de uma torre do tipo palmeira, onde o aspecto visual não será “chocante”.



Exemplo 1

Conforme referido anteriormente, a necessidade da permanência da torre deve-se ao facto da cobertura de rádio para a comunicação móvel dos telemóveis.



### **Localização para nova torre**

A localização para a nova torre será no mesmo local onde se encontra a existente torre, pelo facto de ser imprescindível interligação dos cabos de telecomunicações entre os equipamentos da sala técnica e as antenas a instalar na torre.



Torre a remover

Localização para nova torre

### **Conclusão**

Após visita ao local, concluímos o seguinte:

1. A Unitel irá remover a antena Vsat da MStelecom e a torre existente;
2. A Unitel terá que instalar nova torre do tipo árvore Palmeira para se enquadrar no ambiente da cidade;
3. A instalação da nova torre terá que ser no mesmo local da actual torre devido à complexidade das ligações dos cabos e à necessidade das comunicações na cidade de Mbanza Congo;
4. A Unitel aguarda pelo parecer favorável à instalação da nova torre por parte do Ministério da Cultura.

À

Exma. Sr<sup>a</sup> Ministra da Cultura

r.c.

Luanda

Ao Gabinete  
Técnico do  
Projecto Mbanza  
Congo.

*[Handwritten signature]*

15/8/16

N/Ref: 2016/DMI/001929

Data: 08/08/2016

Assunto: **Recolocação da Antena Unitel / CC Mbanza Congo**

C/C: Gabinete Jurídico (Dr. Aguinaldo Cristovão)

C/C: INCP (Dr<sup>a</sup> Maria da Piedade Jesus)

Exma. Senhora Ministra da Cultura,

A Unitel, empresa de Telecomunicações e Prestação de Serviços de telefonia móvel, com escritórios em Luanda na rua Marechal Broz Tito n.º 77/79- Kinaxixi, registada na Conservatória Comercial de Luanda, sob o n.º 38 do Livro-diário de 23 de Agosto de 1999 e Contribuinte n.º 5410003144, vem por este meio informar:

No âmbito do projecto com parecer favorável para a substituição da torre do centro de comutação de Mbanza Congo por uma torre do tipo palmeira, os trabalhos ficaram concluídos no dia 29/Julho/2016.

Perante o exposto, damos como concluído o processo da recolocação da antena Unitel em resposta à vossa carta ref<sup>a</sup> 000577/GAB/MINCULT/2016.

Em anexo juntamos o relatório fotográfico do local.

Cientes que esta merecerá da parte de V/Excia, a devida atenção,

Subscrevemo-nos

Atentamente,

P'lo Director de Manutenção e Implementação



José Sousa  
Vice-Director

Departamento de Qualidade e Engenharia  
Direcção de Manutenção e Implementação

**RELATÓRIO  
INSTALAÇÕES TÉCNICAS  
CENTRO DE COMUTAÇÃO MBANZA CONGO**

**Visita técnica realizada no dia 02 e 03 Agosto 2016**

**Unitel, S.A.**

## Introdução

O presente relatório tem como objectivo demonstrar a conclusão do projecto acordado e aprovado pelo Ministério da Cultura, em que foi instalado uma nova torre do tipo palmeira para a instalação das antenas da Unitel, como também com o conceito de se enquadrar no ambiente da cidade para que não choque com o programa da cidade a património mundial.

## Relatório

### *Antiga torre e antenas*



No terreno existia uma torre autosuportada com 30 metros de altura e uma antena Vsat, as quais tinham como objectivo de serem removidas.

Após a instalação da nova torre do tipo palmeira e remoção das restantes infraestruturas, continuamos a garantir o serviço de comunicações da Unitel no centro da cidade de Mbanza Congo, não existindo qualquer impacto visual no local.



## PROTOCOLO DE ENTREGA DE DOCUMENTOS

Luanda, 09 de Agosto de 2016

Nº 001

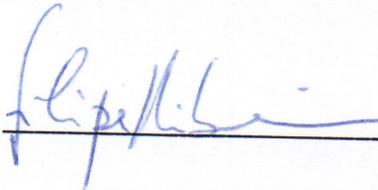
**ASSUNTO:** Entrega de carta Unitel

REF. / Nº Série	Designação	Qtd
2016/DMI/001929	Recolocação da Antena Unitel / CC Mbanza Congo	3

09 / 08 / 2016

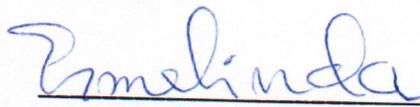
Entregue por

(Unitel)



Recebido por

(Ministério da Cultura)



Este documento é prova da entrega e recepção do assunto acima referido.



REPÚBLICA DE ANGOLA  
**MINISTÉRIO DA CULTURA**  
GABINETE DA MINISTRA

A

Direcção da UNITEL

LUANDA

N/ REF<sup>a</sup> 000577 /GAB/MINCULT/2016

**ASSUNTO: Recolocação da Antena Unitel / Mbanza Kongo**

C/C: Governador do Zaire

C/C: INPC e Gabinete Jurídico

**Exmos. Senhores,**

No âmbito dos trabalhos desenvolvidos para a Classificação da Cidade Histórica de Mbanza Kongo, e na sequência do Relatório de visita técnica realizada nos dias 8 e 9 de Abril do corrente, sou a informar que somos de parecer favorável à instalação da nova Torre do tipo árvore Palmeira, no perímetro da Zona Tampão do sítio arqueológico de Tadi dia Bukikwa no município de Mbanza Kongo.

Sem mais de momento e na expectativa de que este assunto merecerá de V.Ex.<sup>a</sup> o melhor acolhimento, sou a reiterar os protestos de elevada estima e consideração.

**“A CULTURA FORTALECE A NAÇÃO – MAIS CULTURA, MAIS ANGOLA”**

**GABINETE DA MINISTRA DA CULTURA**, em Luanda, aos 03.05.2016

**A MINISTRA**

  
Carolina Cerqueira

**Diário da República Iª Série n.º 159**  
de 16 de Setembro de 2016  
**Colecção Diários da República**  
Volume/Página (no prelo)  
(saiba mais)

**Despacho Presidencial n.º 281/16**  
Presidente da República

Aprova o Projecto e a minuta de Contrato para a Electrificação da Província do Zaire, no valor global equivalente em Kwanzas a USD 435.517.852,00, a ser celebrada entre o Ministério da Energia e Águas e a empresa TBEA Co., Limited

**Diário da República Iª Série n.º 145**  
de 29 de Agosto de 2016  
**Colecção Diários da República**  
Volume/Página (no prelo)  
(saiba mais)

**Despacho Presidencial n.º 259/16**  
Presidente da República

Revoga os Despachos Presidenciais n.os 193/14, 194/14, 195/14, 196/14, 197/14, 198/14, 199/14, 200/14, 201/14, de 8 de Outubro e 222/14, de 20 de Novembro que aprovaram a realização de concursos públicos para a execução de Obras de Reforço do Sistema de Abastecimento de Água às sedes Municipais das Províncias do Bié, Cuanza-Norte, Cuanza-Sul, Huíla, Huambo, Malange, Lunda-Norte, Moxico e Zaire e demais legislação que contrarie o disposto no presente Diploma



# DIÁRIO DA REPÚBLICA

## ÓRGÃO OFICIAL DA REPÚBLICA DE ANGOLA

Preço deste número - Kz: 190,00

<p>Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncio e assinaturas do «Diário da República», deve ser dirigida à Imprensa Nacional - E.P., em Luanda, Rua Henrique de Carvalho n.º 2, Cidade Alta, Caixa Postal 1306, www.imprensanacional.gov.ao - End. teleg.: «Imprensa».</p>	<b>ASSINATURA</b>		<p>O preço de cada linha publicada nos Diários da República 1.ª e 2.ª série é de Kz: 75.00 e para a 3.ª série Kz: 95.00, acrescido do respectivo imposto do selo, dependendo a publicação da 3.ª série de depósito prévio a efectuar na tesouraria da Imprensa Nacional - E. P.</p>
		Ano	
	As três séries	Kz: 611 799.50	
	A 1.ª série	Kz: 361 270.00	
	A 2.ª série	Kz: 189 150.00	
A 3.ª série	Kz: 150 111.00		

## SUMÁRIO

### Presidente da República

#### Decreto Presidencial n.º 186/16:

Aprova as alterações aos n.ºs 2, 3, 4 e 5 do artigo 37.º, do Decreto Presidencial n.º 216/12, de 15 de Outubro. — Revoga os n.ºs 2, 3, 4 e 5 do artigo 37.º, do Decreto Presidencial n.º 216/12, de 15 de Outubro, que aprova o Regimento do Conselho de Ministros.

#### Decreto Presidencial n.º 187/16:

Aprova as alterações ao n.º 1 do artigo 2.º e n.º 2 do artigo 7.º do Decreto Presidencial n.º 219/12, de 15 de Outubro. — Revoga o n.º 1 do artigo 2.º e o n.º 2 do artigo 7.º do Decreto Presidencial n.º 219/12, de 15 de Outubro, que aprova o Regimento da Comissão para a Política Social do Conselho de Ministros.

#### Despacho Presidencial n.º 281/16:

Aprova o Projecto e a minuta de Contrato para a Electrificação da Província do Zaire, no valor global equivalente em Kwanzas a USD 435.517.852,00, a ser celebrada entre o Ministério da Energia e Águas e a empresa TBEA Co., Limited.

#### Despacho Presidencial n.º 282/16:

Aprova o Projecto de Implementação da Fábrica de Medicamentos, Soros e Material Gastável, e autoriza o Ministro da Saúde a celebrar o contrato com a empresa Labopharma Helthcare S.L no montante de EUR 44.400.000,00.

#### Despacho Presidencial n.º 283/16:

Aprova o Contrato-Quadro de Prestação de Serviços para a Aquisição de Material Circulante Ferroviário para a Modernização e Actualização Tecnológica das Locomotivas Existentes no modelo GE-U20C, incluindo as respectivas componentes GE-20C, no valor global em Kwanzas, equivalente a USD 24.150.000,00, e o Contrato de Financiamento a ser celebrado entre a República de Angola, representada pelo Ministério das Finanças, e a Export Development Canadá, com o valor global de USD 386.000.000,00, com vista a financiar entre outros, o referido Projecto. — Revoga toda a legislação que contrarie o disposto no presente Diploma, nomeadamente o Despacho Presidencial n.º 55/15, de 12 de Junho.

### Ministérios da Administração do Território e da Educação

#### Decreto Executivo Conjunto n.º 421/16:

Cria a Escola do I Ciclo do Ensino Secundário denominada Ngola Lunge, sita no Município do Bailundo, Província do Huambo, com 7 salas de aulas, 14 turmas, 2 turnos e aprova o quadro de pessoal da Escola criada.

#### Decreto Executivo Conjunto n.º 422/16:

Cria a Escola do Ensino Primário n.º 291, sita no Município do Huambo, Província do Huambo, com 12 salas de aulas, 24 turmas, 2 turnos e aprova o quadro de pessoal da Escola criada.

#### Decreto Executivo Conjunto n.º 423/16:

Cria a Escola do Ensino Primário n.º 17 – 4 de Abril, sita no Município do Mungo, Província do Huambo, com 11 salas de aulas, 22 turmas, 2 turnos e aprova o quadro de pessoal da Escola criada.

#### Decreto Executivo Conjunto n.º 424/16:

Cria as Escolas do Ensino Primário n.º 11 – Tchiyundu Kayumbuka e n.º 14 – Kamela Kondjovo, sitas no Município do Mungo, Província do Huambo, com 10 salas de aulas, 20 turmas, 2 turnos e aprova o quadro de pessoal das Escolas criadas.

#### Decreto Executivo Conjunto n.º 425/16:

Cria a Escola do I Ciclo do Ensino Secundário n.º 268 – Catefiguenha, sita no Município da Caála, Província do Huambo, com 10 salas de aulas, 20 turmas, 2 turnos e aprova o quadro de pessoal da Escola criada.

#### Decreto Executivo Conjunto n.º 426/16:

Cria as Escolas do Ensino Primário n.º 18 – 1.º de Maio e n.º 21 Kulembe, sitas no Município do Mungo, Província do Huambo, com 12 salas de aulas, 24 turmas, 2 turnos e aprova o quadro de pessoal das Escolas criadas.

#### Decreto Executivo Conjunto n.º 427/16:

Cria as Escolas do Ensino Primário n.º 07 – Mbinji e n.º 19 – 7 de Outubro, sitas no Município do Mungo, Província do Huambo, com 9 salas de aulas, 18 turmas, 2 turnos e aprova o quadro de pessoal das Escolas criadas.

### Ministério da Energia e Águas

#### Despacho n.º 437/16:

Cria o Comité de Acompanhamento da Implementação do Contrato de Gestão de Serviço Público de Águas e Saneamento de Benguela, abreviadamente designado «Comité de Acompanhamento», sob a coordenação de Luís Filipe da Silva, Secretário de Estado das Águas.

#### Despacho n.º 438/16:

Cria, sob dependência directa do Ministro da Energia e Águas, a Comissão de Negociação dos documentos contratuais referentes ao contrato de gestão delegada do serviço público de águas e saneamento da Província de Benguela, sob a coordenação de Lucrecio Costa, Director da Direcção Nacional de Águas.

## PRESIDENTE DA REPÚBLICA

### Decreto Presidencial n.º 186/16 de 16 de Setembro

Tendo em conta que o Decreto Presidencial n.º 216/12, de 15 de Outubro, aprova o Regimento do Conselho de Ministros, no exercício das suas funções e competências constitucionais;

Havendo necessidade de se efectuar ajustamentos no quadro jurídico-legal para melhorar os mecanismos de direcção, coordenação, articulação e funcionamento do Governo na formulação e condução da Política Geral do País e da Administração Pública;

O Presidente da República decreta, nos termos das alíneas e) e f) do artigo 120.º e do n.º 2 do artigo 125.º, ambos da Constituição da República de Angola, o seguinte:

Decreto Presidencial de Alteração ao Decreto Presidencial n.º 216/12, de 15 de Outubro, que aprova o Regimento do Conselho de Ministros.

#### ARTIGO 1.º (Aprovação)

São aprovadas as alterações aos n.ºs 2, 3, 4 e 5 do artigo 37.º do Decreto Presidencial n.º 216/12, de 15 de Outubro.

#### ARTIGO 2.º (Alterações aos n.ºs 2, 3, 4 e 5 do artigo 37.º do Decreto Presidencial n.º 216/12, de 15 de Outubro)

Os n.ºs 2, 3, 4 e 5 do artigo 37.º do Decreto Presidencial n.º 216/12, de 15 de Outubro, passam a ter a seguinte redacção:

#### «ARTIGO 37.º (Tramitação e subsequente)

1. (...).
2. Uma vez apreciados os diplomas legais, o Secretário do Conselho de Ministros remete ao Ministro e Chefe da Casa Civil do Presidente da República para promulgação do Presidente da República.
3. Incumbe ao Ministro e Chefe da Casa Civil do Presidente da República a remissão à Assembleia Nacional no prazo de oito dias, dos projectos de diplomas apreciados pelo Conselho de Ministros e que, de acordo com a Constituição, devam ser apreciados definitivamente por aquele órgão.
4. Em sede de promulgação dos diplomas pelo Presidente da República, no caso de ser necessária a obtenção de informações complementares, são as mesmas prestadas através do Ministro e Chefe da Casa Civil.
5. Os diplomas promulgados pelo Presidente da República, apreciados pelo Conselho de Ministros, devem ser remetidos pelo Ministro e Chefe da Casa Civil do Presidente da República ao Secretariado do Conselho de Ministros para publicação.

6. (...).»

#### ARTIGO 3.º (Revogação)

São revogados os n.ºs 2, 3, 4 e 5 do artigo 37.º do Decreto Presidencial n.º 216/12, de 15 de Outubro.

#### ARTIGO 4.º (Dúvidas e omissões)

As dúvidas e omissões suscitadas da interpretação e aplicação do presente Diploma são resolvidas pelo Presidente da República.

#### ARTIGO 5.º (Entrada em vigor)

O presente Diploma entra em vigor na data da sua publicação.

Publique-se.

Luanda, aos 9 de Setembro de 2016.

O Presidente da República, JOSÉ EDUARDO DOS SANTOS.

### Decreto Presidencial n.º 187/16 de 16 de Setembro

Tendo em conta que o Decreto Presidencial n.º 219/12, de 15 de Outubro, aprova o Regimento da Comissão para a Política Social do Conselho de Ministros, no exercício das suas funções e competências constitucionais;

Havendo necessidade de se efectuar ajustamentos no quadro jurídico-legal para melhorar os mecanismos de direcção, coordenação, articulação e funcionamento do Governo na formulação e condução da Política Geral do País e da Administração Pública;

O Presidente da República decreta, nos termos das alíneas e) e f) do artigo 120.º e do n.º 2 do artigo 125.º, ambos da Constituição da República de Angola, o seguinte:

Decreto Presidencial de Alteração ao Decreto Presidencial n.º 219/12, de 15 de Outubro, que aprova o Regimento da Comissão para a Política Social do Conselho de Ministros.

#### ARTIGO 1.º (Aprovação)

São aprovadas as alterações ao n.º 1 do artigo 2.º, e n.º 2 do artigo 7.º do Decreto Presidencial n.º 219/12, de 15 de Outubro.

#### ARTIGO 2.º (Alteração do n.º 1 do artigo 2.º do Decreto Presidencial n.º 219/12, de 15 de Outubro)

O n.º 1 do artigo 2.º do Decreto Presidencial n.º 219/12, de 15 de Outubro, passa a ter a seguinte redacção:

#### «ARTIGO 2.º (Composição)

1. A Comissão para a Política Social do Conselho de Ministros é presidida pelo Vice-Presidente da República, coadjuvado pelo Ministro e Chefe da Casa Civil do Presidente da República e integra as seguintes entidades:
  - a) (...);

- b) (...);
  - c) (...);
  - d) (...);
  - e) (...);
  - f) (...);
  - g) (...);
  - h) (...);
  - i) (...);
  - j) (...);
  - k) (...);
  - l) (...);
  - m) (...).
2. (...).
3. (...).

## ARTIGO 3.º

(Alteração do n.º 2 do artigo 7.º do Decreto Presidencial n.º 219/12, de 15 de Outubro)

O n.º 2 do artigo 7.º do Decreto Presidencial n.º 219/12, de 15 de Outubro, passa a ter a seguinte redacção:

## «ARTIGO 7.º

(Presidência das sessões)

1. (...).
- a) (...);
  - b) (...);
  - c) (...);
  - d) (...);
  - e) (...);
  - f) (...).
2. O Vice-Presidente da República, nas suas ausências e impedimentos, delega ao Ministro e Chefe da Casa Civil do Presidente da República, a presidência das sessões.»

## ARTIGO 4.º

(Revogação)

São revogados o n.º 1 do artigo 2.º e o n.º 2 do artigo 7.º do Decreto Presidencial n.º 219/12, de 15 de Outubro.

## ARTIGO 5.º

(Dúvidas e omissões)

As dúvidas e omissões suscitadas da interpretação e aplicação do presente Diploma são resolvidas pelo Presidente da República.

## ARTIGO 6.º

(Entrada em vigor)

O presente Diploma entra em vigor na data da sua publicação.

Publique-se.

Luanda, aos 9 de Setembro de 2016.

O Presidente da República, JOSÉ EDUARDO DOS SANTOS.

**Despacho Presidencial n.º 281/16**

de 16 de Setembro

Considerando que a electrificação das Sedes Municipais e Comunais fazem parte do Programa de Governo 2013-2017 e está alinhada com o Plano de Desenvolvimento de Médio Prazo (PND) 2013-2017;

Tendo em conta que a Construção da Central Térmica do Ciclo Combinado do Soyo vai disponibilizar maior quantidade de energia eléctrica que contribuirá para o desenvolvimento sócio-económico do País e para a melhoria das condições de vida da população residente nos seus Municípios e Comunas;

O Presidente da República determina, nos termos da alínea d) do artigo 120.º e do n.º 5 do artigo 125.º, ambos da Constituição da República de Angola, o seguinte:

1.º — É aprovado o Projecto para a Electrificação da Província do Zaire.

2.º — É aprovada a Minuta de Contrato para a Electrificação da Província do Zaire, no valor global equivalente em Kwanzas a USD 435.517.852,00 (quatrocentos e trinta e cinco milhões, quinhentos e dezassete mil e oitocentos e cinquenta e dois dólares norte americanos), a ser celebrada entre o Ministério da Energia e Águas e a empresa TBEA Co., Limited.

3.º — O Ministério das Finanças deve assegurar os recursos financeiros necessários à implementação do referido Projecto.

4.º — As dúvidas e omissões resultantes da interpretação e aplicação do presente Diploma são resolvidas pelo Presidente da República.

5.º — O presente Despacho entra em vigor na data da sua publicação.

Publique-se.

Luanda, aos 9 de Setembro de 2016.

O Presidente da República, JOSÉ EDUARDO DOS SANTOS.

**Despacho Presidencial n.º 282/16**

de 16 de Setembro

Tendo em conta que o Ministério da Saúde firmou um acordo com o Grupo Suninvest para fornecimento de medicamentos, soros e material gastável, como contrapartida para amortização dos investimentos necessários para o relançamento da produção de medicamentos, soros e material gastável;

Havendo necessidade de desenvolver uma indústria farmacêutica angolana, apta para aumentar a disponibilidade de medicamentos à população, reduzir o peso das importações e aumentar as receitas do Estado, no quadro da diversificação da economia;

O Presidente da República determina, nos termos da alínea d) do artigo 120.º e do n.º 5 do artigo 125.º, ambos da Constituição da República de Angola, o seguinte:

1.º — É aprovado o Projecto de Implementação da Fábrica de Medicamentos, Soros e Material Gastável.

2.º — O Ministro da Saúde é autorizado a celebrar o Contrato com a empresa Labopharma Helthcare S.L no montante de EUR 44.400.000,00 (quarenta e quatro milhões e quatrocentos mil euros).

3.º — O Ministro das Finanças é autorizado a proceder o ajustamento do espaço fiscal necessário para garantir a execução orçamental do Projecto, bem como inscrever o mesmo no âmbito do Fundo Nacional de Desenvolvimento.

4.º — O Ministro das Finanças é autorizado a proceder o enquadramento financeiro do Projecto de Construção da Fábrica de Medicamentos, Soros e Materiais Gastáveis, nas linhas de crédito disponíveis, bem como proceder à assinatura do acordo individual de financiamento e toda a documentação relacionada com o mesmo, com a faculdade de subdelegar a outras entidades.

5.º — As dúvidas e omissões resultantes da interpretação e aplicação do presente Diploma são resolvidas pelo Presidente da República.

6.º — O presente Diploma entra em vigor na data da sua publicação.

Publique-se.

Luanda, aos 9 de Setembro de 2016.

O Presidente da República, JOSÉ EDUARDO DOS SANTOS.

**Despacho Presidencial n.º 283/16**  
de 16 de Setembro

Considerando que a estratégia do Executivo, no que concerne a diversificação de recursos financeiros, impõe a necessidade de criar condições técnicas e financeiras para a concretização e operacionalização do Projecto de Investimento Público no Sector dos Transportes;

Havendo necessidade de garantir a implementação dos projectos constantes do Programa de Investimentos Públicos inscritos no Orçamento Geral do Estado de 2016, tendo em conta a política de investimentos para o desenvolvimento económico e social do País;

O Presidente da República determina, nos termos da alínea d) do artigo 120.º e do n.º 5 do artigo 125.º, ambos da Constituição da República de Angola, o seguinte:

1.º — É aprovado o Contrato-Quadro de Prestação de Serviços para a Aquisição de Material Circulante Ferroviário para a Modernização e Actualização Tecnológica das Locomotivas

existentes do modelo GE-U20C, incluindo as respectivas componentes GE-20C, no valor global em Kwanzas, equivalente a USD 24.150.000,00 (vinte e quatro milhões e cento e cinquenta mil dólares dos Estados Unidos da América), bem como os Contratos com este relacionados.

2.º — O Ministro dos Transportes é autorizado a celebrar o Contrato para os fins referidos no artigo anterior com a empresa Aenergia, S.A., bem como os documentos ou contratos com estes relacionados que venham a ser necessários, com a faculdade de subdelegar.

3.º — É aprovado o Contrato de Financiamento a ser celebrado entre a República de Angola, representada pelo Ministério das Finanças, e a Export Development Canadá, com o valor global de USD 386.000.000,00 (trezentos e oitenta e seis milhões de dólares dos Estados Unidos da América), com vista a financiar entre outros, o Projecto identificado no ponto 1.

4.º — O Ministro das Finanças é autorizado a celebrar o referido Contrato de Financiamento, bem como os documentos ou contratos com este relacionados que venham a ser necessários, em representação da República de Angola, com a faculdade de subdelegar.

5.º — É revogada toda a legislação que contrarie o disposto no presente Diploma, nomeadamente o Despacho Presidencial n.º 55/15, de 12 de Junho.

6.º — As dúvidas e omissões resultantes da interpretação e aplicação do presente Diploma são resolvidas pelo Presidente da República.

7.º — O presente Diploma entra em vigor na data da sua publicação.

Publique-se.

Luanda, aos 9 de Setembro de 2016.

O Presidente da República, JOSÉ EDUARDO DOS SANTOS.

**MINISTÉRIOS DA ADMINISTRAÇÃO  
DO TERRITÓRIO E DA EDUCAÇÃO**

**Decreto Executivo Conjunto n.º 421/16**  
de 16 de Setembro

Ao abrigo do disposto no artigo 71.º da Lei n.º 13/01, de 31 de Dezembro, que aprova a Lei de Bases do Sistema de Educação, conjugado com as disposições do Decreto Presidencial n.º 104/11, de 23 de Maio, que define as condições e procedimento de elaboração, gestão e controlo dos quadros de pessoal da Administração Pública;

Em conformidade com os poderes delegados pelo Presidente da República, nos termos do artigo 137.º da Constituição da República de Angola, e de acordo com o estabelecido no n.º 4 do artigo 2.º do Decreto Presidencial n.º 6/10, de 24 de Fevereiro, determina-se:

1. É criada a Escola do I Ciclo do Ensino Secundário denominada Ngola do Lunge, sita no Município do Bailundo, Província do Huambo, com 7 salas de aulas, 14 turmas, 2 turnos com 36 alunos por sala e capacidade para 504 alunos.

2. É aprovado o quadro de pessoal da Escola ora criada, constante dos modelos anexos ao presente Decreto Executivo Conjunto, dele fazendo parte integrante.

Publique-se.

Luanda, a 1 de Setembro de 2016.

O Ministro da Administração do Território, *Bornito de Sousa Baltazar Diogo*.

O Ministro da Educação, *Pinda Simão*.

## MODELO PARA A CRIAÇÃO/ LEGALIZAÇÃO DA ESCOLA

### I

#### Dados sobre a Escola

Província: Huambo.

Município: Bailundo.

Escola n.º e Nome: Ngola do Lunge.

Nível de Ensino: I Ciclo do Ensino Secundário.

Classes que lecciona: 7.ª a 9.ª Classes.

Zona geográfica/Quadro domiciliar: Rural.

N.º de salas de aulas: 7; N.º de turmas: 14; N.º turnos: 2.

N.º de alunos/Sala: 36; Total de alunos: 504

### II

#### Quadro de Pessoal

Necessidade do Pessoal	Categoria/Cargo (c)
1	Director
2	Subdirector
14	Coordenador
1	Chefe de Secretaria
32	Pessoal Docente
4	Pessoal Administrativo
4	Pessoal Auxiliar
6	Pessoal Operário
<b>Total de trabalhadores 64</b>	

#### Quadro de Pessoal Docente

Grupo de Pessoal	Categoria/Cargo	Lugares Criados
Direcção	Director	1
	Subdirector Pedagógico	1
	Subdirector Administrativo	1
Chefia	Coordenador de Turno	
	Coordenador de Curso	
	Coordenador de Desporto Escolar	1
	Coordenador de Circulos de Interesse	1
	Coordenador Psico-Pedagógico	1
	Coordenador de Disciplina	11
	Chefe de Secretaria	1
Professor do II Ciclo do Ensino Secundário e Médio Diplomado	Prof. do II Ciclo do Ens. Sec. e Médio Diplomado do 1.º Escalão	
	Prof. do II Ciclo do Ens. Sec. e Médio Diplomado do 2.º Escalão	
	Prof. do II Ciclo do Ens. Sec. e Médio Diplomado do 3.º Escalão	
	Prof. do II Ciclo do Ens. Sec. e Médio Diplomado do 4.º Escalão	
	Prof. do II Ciclo do Ens. Sec. e Médio Diplomado do 5.º Escalão	1
	Prof. do II Ciclo do Ens. Sec. e Médio Diplomado do 6.º Escalão	1
	Prof. do II Ciclo do Ens. Sec. e Médio Diplomado do 7.º Escalão	2
	Prof. do II Ciclo do Ens. Sec. e Médio Diplomado do 8.º Escalão	2
Professor do I Ciclo do Ensino Secundário Diplomado	Prof. do I Ciclo do Ens. Sec. Diplomado do 1.º Escalão	2
	Prof. do I Ciclo do Ens. Sec. Diplomado do 2.º Escalão	2
	Prof. do I Ciclo do Ens. Sec. Diplomado do 3.º Escalão	3
	Prof. do I Ciclo do Ens. Sec. Diplomado do 4.º Escalão	3
	Prof. do I Ciclo do Ens. Sec. Diplomado do 5.º Escalão	3
	Prof. do I Ciclo do Ens. Sec. Diplomado do 6.º Escalão	4
Professor do Ensino Primário	Prof. do Ens. Prim. Diplomado do 1.º Escalão	1
	Prof. do Ens. Prim. Diplomado do 2.º Escalão	1
	Prof. do Ens. Prim. Diplomado do 3.º Escalão	1
	Prof. do Ens. Prim. Diplomado do 4.º Escalão	1
	Prof. do Ens. Prim. Diplomado do 5.º Escalão	2
	Prof. do Ens. Prim. Diplomado do 6.º Escalão	3
Professor do Ensino Primário Auxiliar	Prof. do Ens. Prim. Auxiliar do 1.º Escalão	
	Prof. do Ens. Prim. Auxiliar do 2.º Escalão	
	Prof. do Ens. Prim. Auxiliar do 3.º Escalão	
	Prof. do Ens. Prim. Auxiliar do 4.º Escalão	
	Prof. do Ens. Prim. Auxiliar do 5.º Escalão	
	Prof. do Ens. Prim. Auxiliar do 6.º Escalão	

### Quadro de Pessoal Administrativo

Grupo de Pessoal	Categoria/Cargo	Lugares Criados
Pessoal Técnico Superior	Assessor Principal	
	Primeiro Assessor	
	Assessor	
	Téc. Superior Principal	
	Téc. Superior Principal de 1.ª Classe	
Pessoal Técnico	Especialista Principal	
	Especialista de 1.ª Classe	
	Especialista de 2.ª Classe	
	Téc. de 1.ª Classe	
	Téc. de 2.ª Classe	
Pessoal Técnico Médio	Téc. Médio Principal de 1.ª Classe	
	Téc. Médio Principal de 2.ª Classe	
	Téc. Médio Principal de 3.ª Classe	
	Téc. Médio de 1.ª Classe	
	Téc. Médio de 2.ª Classe	
	Téc. Médio de 3.ª Classe	
Pessoal Administrativo	Oficial Administrativo Principal	
	1.º Oficial Administrativo	1
	2.º Oficial Administrativo	1
	3.º Oficial Administrativo	1
	Aspirante	1
Pessoal Tesoureiro	Escriturário-Dactilógrafo	1
	Tesoureiro Principal	
	Tesoureiro Principal de 1.ª Classe	
Pessoal Auxiliar	Tesoureiro Principal de 2.ª Classe	
	Motorista de Pesados Principal	
	Motorista de Pesados de 1.ª Classe	
	Motorista de Pesados de 2.ª Classe	
	Motorista de Ligeiros Principal	
	Motorista de Ligeiros de 1.ª Classe	
	Motorista de Ligeiros de 2.ª Classe	
	Telefonista Principal	
	Telefonista de 1.ª Classe	
	Telefonista de 2.ª Classe	
	Auxiliar Administrativo Principal	
	Auxiliar Administrativo de 1.ª Classe	
	Auxiliar Administrativo de 2.ª Classe	
	Auxiliar de Limpeza Principal	1
	Auxiliar de Limpeza de 1.ª Classe	1
Auxiliar de Limpeza de 2.ª Classe	2	
Pessoal Operário Qualificado	Encarregado	
	Operário Qualificado de 1.ª Classe	1
	Operário Qualificado de 2.ª Classe	1
Pessoal Operário não Qualificado	Encarregado	1
	Operário não Qualificado de 1.ª Classe	1
	Operário não Qualificado de 2.ª Classe	2

O Ministro da Administração do Território, *Bornito de Sousa Baltazar Diogo*.

O Ministro da Educação, *Pinda Simão*.

### Decreto Executivo Conjunto n.º 422/16 de 16 de Setembro

Ao abrigo do disposto no artigo 71.º da Lei n.º 13/01, de 31 de Dezembro, que aprova a Lei de Bases do Sistema de Educação, conjugado com as disposições do Decreto Presidencial n.º 104/11, de 23 de Maio, que define as condições e procedimentos de elaboração, gestão e controlo dos quadros de pessoal da Administração Pública;

Em conformidade com os poderes delegados pelo Presidente da República, nos termos do artigo 137.º da Constituição da República de Angola, e de acordo com o estabelecido no n.º 4 do artigo 2.º do Decreto Presidencial n.º 6/10, de 24 de Fevereiro, determina-se:

1. É criada a Escola do Ensino Primário n.º 291, sita no Município do Huambo, Província do Huambo, com 12 salas de aulas, 24 turmas, 2 turnos com 36 alunos por sala e capacidade para 864 alunos.

2. É aprovado o quadro de pessoal da Escola ora criada, constante dos modelos anexos ao presente Decreto Executivo Conjunto, dele fazendo parte integrante.

Publique-se.

Luanda, a 1 de Setembro de 2016.

O Ministro da Administração do Território, *Bornito de Sousa Baltazar Diogo*.

O Ministro da Educação, *Pinda Simão*.

### MODELO PARA CRIAÇÃO/ LEGALIZAÇÃO DA ESCOLA

#### I

#### Dados sobre a Escola

Província: Huambo.

Município: Huambo.

N.º /Escola: n.º 291.

Nível de Ensino: Primário.

Classes que lecciona: Iniciação à 6.ª Classe.

Zona geográfica/quadro domiciliar: Rural.

N.º de salas de aulas: 12; N.º de turmas: 24; N.º de turnos: 2.

N.º de alunos/sala: 36; Total de alunos: 864.

#### II

#### Quadro de Pessoal

Necessidades do Pessoal	Categoria/Cargo
1	Director
8	Coordenador
1	Chefe de Secretaria
30	Pessoal Docente
5	Pessoal Administrativo
6	Auxiliar de Limpeza
6	Operário Não Qualificado
<b>Total de trabalhadores</b>	<b>57</b>

## Quadro de Pessoal Docente

Grupo de Pessoal	Categoria/Cargo	Lugares Criados
Direcção	Director	1
	Subdirector Pedagógico	
	Subdirector Administrativo	
Chefia	Coordenador de Turno	
	Coordenador de Curso	
	Coordenador de Desporto Escolar	1
	Coordenador de Circulos de Interesse	
	Coordenador Psico-Pedagógico	1
	Coordenador de Disciplina	6
	Chefe de Secretaria	1
Professor do II Ciclo do Ensino Secundário Diplomado	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 1.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 2.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 3.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 4.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 5.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 6.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 7.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 8.º Escalão	
Professor do I Ciclo do Ensino Secundário Diplomado	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 1.º Escalão	
	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 2.º Escalão	
	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 3.º Escalão	
	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 4.º Escalão	
	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 5.º Escalão	
	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 6.º Escalão	
	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 6.º Escalão	
Professor do Ensino Primário	Professor do Ensino Primário Diplomado do 1.º Escalão	3
	Professor do Ensino Primário Diplomado do 2.º Escalão	4
	Professor do Ensino Primário Diplomado do 3.º Escalão	4
	Professor do Ensino Primário Diplomado do 4.º Escalão	5
	Professor do Ensino Primário Diplomado do 5.º Escalão	6
	Professor do Ensino Primário Diplomado do 6.º Escalão	8
Professor do Ensino Primário Auxiliar	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 1.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 2.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 3.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 4.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 5.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 6.º Escalão	

## Quadro de Pessoal Administrativo

Grupo de Pessoal	Categoria/Cargo	Lugares Criados
Pessoal Técnico Superior	Assessor Principal	
	Primeiro Assessor	
	Assessor	
	Técnico Superior Principal	
	Técnico Superior Principal de 1.ª Classe	
	Técnico Superior Principal de 2.ª Classe	
Pessoal Técnico	Especialista Principal	
	Especialista de 1.ª Classe	
	Especialista de 2.ª Classe	
	Técnico de 1.ª Classe	
	Técnico de 2.ª Classe	
	Técnico de 3.ª Classe	
Pessoal Técnico Médio	Técnico Médio Principal de 1.ª Classe	
	Técnico Médio Principal de 2.ª Classe	
	Técnico Médio Principal de 3.ª Classe	
	Técnico Médio de 1.ª Classe	
	Técnico Médio de 2.ª Classe	
	Técnico Médio de 3.ª Classe	
Pessoal Administrativo	Oficial Administrativo Principal	
	1.º Oficial Administrativo	
	2.º Oficial Administrativo	1
	3.º Oficial Administrativo	2
	Aspirante	1
Pessoal Tesoureiro	Escriturário-Dactilógrafo	1
	Tesoureiro Principal	
Pessoal Auxiliar	Tesoureiro Principal de 1.ª Classe	
	Tesoureiro Principal de 2.ª Classe	
	Motorista de Pesados Principal	
	Motorista de Pesados de 1.ª Classe	
	Motorista de Pesados de 2.ª Classe	
	Motorista de Ligeiros Principal	
	Motorista de Ligeiros de 1.ª Classe	
	Motorista de Ligeiros de 2.ª Classe	
	Telefonista Principal	
	Telefonista de 1.ª Classe	
	Telefonista de 2.ª Classe	
	Auxiliar Administrativo Principal	
	Auxiliar Administrativo de 1.ª Classe	
	Auxiliar Administrativo de 2.ª Classe	
Auxiliar de Limpeza Principal	1	
Auxiliar de Limpeza de 1.ª Classe	2	
Auxiliar de Limpeza de 2.ª Classe	3	
Pessoal Operário Qualificado	Encarregado	
	Operário Qualificado de 1.ª Classe	1
	Operário Qualificado de 2.ª Classe	1
Pessoal Operário não Qualificado	Encarregado	1
	Operário não Qualificado de 1.ª Classe	1
	Operário não Qualificado de 2.ª Classe	2

O Ministro da Administração do Território, *Bornito de Sousa Baltazar Diogo*.

O Ministro da Educação, *Pinda Simão*.

**Decreto Executivo Conjunto n.º 423/16**  
de 16 de Setembro

Ao abrigo do disposto no artigo 71.º da Lei n.º 13/01, de 31 de Dezembro, que aprova a Lei de Bases do Sistema de Educação, conjugado com as disposições do Decreto Presidencial n.º 104/11, de 23 de Maio, que define as condições e procedimentos de elaboração, gestão e controlo dos quadros de pessoal da Administração Pública;

Em conformidade com os poderes delegados pelo Presidente da República, nos termos do artigo 137.º da Constituição da República de Angola, e de acordo com o estabelecido no n.º 4 do artigo 2.º do Decreto Presidencial n.º 6/10, de 24 de Fevereiro, determina-se:

1. É criada a Escola do Ensino Primário n.º 17 - 4 de Abril, sita no Município do Mungo, Província de Huambo, com 11 salas de aulas, 22 turmas, 2 turnos com 36 alunos por sala e capacidade para 792 alunos.

2. É aprovado o quadro de pessoal da Escola ora criada, constante dos modelos anexos ao presente Decreto Executivo Conjunto, dele fazendo parte integrante.

Publique-se.

Luanda, a 1 de Setembro de 2016.

O Ministro da Administração do Território, *Bornito de Sousa Baltazar Diogo*.

O Ministro da Educação, *Pinda Simão*.

**MODELO PARA CRIAÇÃO/  
LEGALIZAÇÃO DA ESCOLA**

**I**

**Dados sobre a Escola**

Província: Huambo.

Município: Mungo.

N.º /Escola: n.º 17 - 4 de Abril.

Nível de Ensino: Primário.

Classes que lecciona: Iniciação à 6.ª Classe.

Zona geográfica/quadro domiciliar: Suburbana.

N.º de salas de aulas: 11; N.º de turmas: 22; N.º de turnos: 2.

N.º de alunos/sala: 36; Total de alunos: 792.

**II**

**Quadro de Pessoal**

Necessidades do Pessoal	Categoria/Cargo
1	Director
8	Coordenador
1	Chefe de Secretaria
29	Pessoal Docente
5	Pessoal Administrativo
4	Pessoal Auxiliar
4	Pessoal Operário
<b>Total de trabalhadores</b>	<b>52</b>

**Quadro de Pessoal Docente**

Grupo de Pessoal	Categoria/Cargo	Lugares Criados
Direcção	Director	1
	Subdirector Pedagógico	
	Subdirector Administrativo	
Chefia	Coordenador de Turno	
	Coordenador de Curso	
	Coordenador de Desporto Escolar	1
	Coordenador de Circulos de Interesse	
	Coordenador Psico-Pedagógico	1
	Coordenador de Classe	6
	Chefe de Secretaria	1
Professor do II Ciclo do Ensino Secundário Diplomado	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 1.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 2.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 3.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 4.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 5.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 6.º Escalão	1
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 7.º Escalão	2
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 8.º Escalão	2
Professor do I Ciclo do Ensino Secundário Diplomado	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 1.º Escalão	
	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 2.º Escalão	
	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 3.º Escalão	
	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 4.º Escalão	
	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 5.º Escalão	
	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 6.º Escalão	
Professor do Ensino Primário	Professor do Ensino Primário Diplomado do 1.º Escalão	3
	Professor do Ensino Primário Diplomado do 2.º Escalão	3
	Professor do Ensino Primário Diplomado do 3.º Escalão	3
	Professor do Ensino Primário Diplomado do 4.º Escalão	4
	Professor do Ensino Primário Diplomado do 5.º Escalão	5
	Professor do Ensino Primário Diplomado do 6.º Escalão	6
Professor do Ensino Primário Auxiliar	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 1.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 2.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 3.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 4.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 5.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 6.º Escalão	

**Quadro de Pessoal Administrativo**

Grupo de Pessoal	Categoria/Cargo	Lugares Criados
Pessoal Técnico Superior	Assessor Principal	
	Primeiro Assessor	
	Assessor	
	Técnico Superior Principal	
	Técnico Superior Principal de 1.ª Classe	
Pessoal Técnico	Especialista Principal	
	Especialista de 1.ª Classe	
	Especialista de 2.ª Classe	
	Técnico de 1.ª Classe	
	Técnico de 2.ª Classe	
Pessoal Técnico Médio	Técnico Médio Principal de 1.ª Classe	
	Técnico Médio Principal de 2.ª Classe	
	Técnico Médio Principal de 3.ª Classe	
	Técnico Médio de 1.ª Classe	
	Técnico Médio de 2.ª Classe	
	Técnico Médio de 3.ª Classe	
Pessoal Administrativo	Oficial Administrativo Principal	
	1.º Oficial Administrativo	1
	2.º Oficial Administrativo	2
	3.º Oficial Administrativo	1
	Aspirante	1
Pessoal Tesoureiro	Escriturário-Dactilógrafo	1
	Tesoureiro Principal	
	Tesoureiro Principal de 1.ª Classe	
Pessoal Auxiliar	Tesoureiro Principal de 2.ª Classe	
	Motorista de Pesados Principal	
	Motorista de Pesados de 1.ª Classe	
	Motorista de Pesados de 2.ª Classe	
	Motorista de Ligeiros Principal	
	Motorista de Ligeiros de 1.ª Classe	
	Motorista de Ligeiros de 2.ª Classe	
	Telefonista Principal	
	Telefonista de 1.ª Classe	
	Telefonista de 2.ª Classe	
	Auxiliar Administrativo Principal	
	Auxiliar Administrativo de 1.ª Classe	
	Auxiliar Administrativo de 2.ª Classe	
	Auxiliar de Limpeza Principal	1
	Auxiliar de Limpeza de 1.ª Classe	1
Auxiliar de Limpeza de 2.ª Classe	2	
Pessoal Operário Qualificado	Encarregado	
	Operário Qualificado de 1.ª Classe	
	Operário Qualificado de 2.ª Classe	
Pessoal Operário não Qualificado	Encarregado	1
	Operário não Qualificado de 1.ª Classe	1
	Operário não Qualificado de 2.ª Classe	2

O Ministro da Administração do Território, *Bornito de Sousa Baltazar Diogo*.

O Ministro da Educação, *Pinda Simão*.

**Decreto Executivo Conjunto n.º 424/16  
de 16 de Setembro**

Ao abrigo do disposto no artigo 71.º da Lei n.º 13/01, de 31 de Dezembro, que aprova a Lei de Bases do Sistema de Educação, conjugado com as disposições do Decreto Presidencial n.º 104/11, de 23 de Maio, que define as condições e procedimentos de elaboração, gestão e controlo dos quadros de pessoal da Administração Pública;

Em conformidade com os poderes delegados pelo Presidente da República, nos termos do artigo 137.º da Constituição da República de Angola, e de acordo com o estabelecido no n.º 4 do artigo 2.º do Decreto Presidencial n.º 6/10, de 24 de Fevereiro, determina-se:

1. São criadas as Escolas do Ensino Primário n.º 11 - Tchiyundu Kayumbuka e n.º 14 - Kamela Kondjovo, sitas no Município do Mungo, Província do Huambo, com 10 salas de aulas, 20 turmas, 2 turnos com 36 alunos por sala e capacidade para 720 alunos.

2. É aprovado o quadro de pessoal das Escolas ora criadas, constante dos modelos anexos ao presente Decreto Executivo Conjunto, dele fazendo parte integrante.

Publique-se.

Luanda, a 1 de Setembro de 2016.

O Ministro da Administração do Território, *Bornito de Sousa Baltazar Diogo*.

O Ministro da Educação, *Pinda Simão*.

**MODELO PARA CRIAÇÃO/  
LEGALIZAÇÃO DAS ESCOLAS****I****Dados sobre as Escolas**

Província: Huambo.

Município: Mungo.

N.º/Escola: n.º 11 - Tchiyundu Kayumbuka e n.º 14 - Kamela Kondjovo.

Nível de Ensino: Primário.

Classes que lecciona: Iniciação à 6.ª Classe.

Zona geográfica/quadro domiciliar: Suburbana.

N.º de salas de aulas: 10; N.º de turmas: 20; N.º de turnos: 2.

N.º de alunos/sala: 36; Total de alunos: 720.

**II****Quadro de Pessoal**

Necessidades do Pessoal	Categoria/Cargo
1	Director
8	Coordenador
1	Chefe de Secretaria
26	Pessoal Docente
5	Pessoal Administrativo
4	Pessoal Auxiliar
4	Pessoal Operário
<b>Total de trabalhadores</b>	<b>49</b>

## Quadro de Pessoal Docente

Grupo de Pessoal	Categoria/Cargo	Lugares Criados
Direcção	Director	1
	Subdirector Pedagógico	
	Subdirector Administrativo	
Chefia	Coordenador de Turno	
	Coordenador de Curso	
	Coordenador de Desporto Escolar	1
	Coordenador de Circulos de Interesse	
	Coordenador Psico-Pedagógico	1
	Coordenador de Disciplina	6
	Chefe de Secretaria	1
Professor do II Ciclo do Ensino Secundário Diplomado	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 1.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 2.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 3.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 4.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 5.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 6.º Escalão	1
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 7.º Escalão	2
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 8.º Escalão	2
Professor do I Ciclo do Ensino Secundário Diplomado	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 1.º Escalão	
	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 2.º Escalão	
	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 3.º Escalão	
	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 4.º Escalão	
	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 5.º Escalão	
	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 6.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Diplomado do 1.º Escalão	3
Professor do Ensino Primário Diplomado do 2.º Escalão	3	
Professor do Ensino Primário Diplomado do 3.º Escalão	3	
Professor do Ensino Primário Diplomado do 4.º Escalão	3	
Professor do Ensino Primário Diplomado do 5.º Escalão	4	
Professor do Ensino Primário Diplomado do 6.º Escalão	5	
Professor do Ensino Primário Auxiliar	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 1.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 2.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 3.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 4.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 5.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 6.º Escalão	

## Quadro de Pessoal Administrativo

Grupo de Pessoal	Categoria/Cargo	Lugares Criados
Pessoal Técnico Superior	Assessor Principal	
	Primeiro Assessor	
	Assessor	
	Técnico Superior Principal	
	Técnico Superior Principal de 1.ª Classe	
	Técnico Superior Principal de 2.ª Classe	
Pessoal Técnico	Especialista Principal	
	Especialista de 1.ª Classe	
	Especialista de 2.ª Classe	
	Técnico de 1.ª Classe	
	Técnico de 2.ª Classe	
	Técnico de 3.ª Classe	
Pessoal Técnico Médio	Técnico Médio Principal de 1.ª Classe	
	Técnico Médio Principal de 2.ª Classe	
	Técnico Médio Principal de 3.ª Classe	
	Técnico Médio de 1.ª Classe	
	Técnico Médio de 2.ª Classe	
	Técnico Médio de 3.ª Classe	
Pessoal Administrativo	Oficial Administrativo Principal	
	1.º Oficial Administrativo	1
	2.º Oficial Administrativo	2
	3.º Oficial Administrativo	1
	Aspirante	1
	Escriturário-Dactilógrafo	1
Pessoal Tesoureiro	Tesoureiro Principal	
	Tesoureiro Principal de 1.ª Classe	
	Tesoureiro Principal de 2.ª Classe	
Pessoal Auxiliar	Motorista de Pesados Principal	
	Motorista de Pesados de 1.ª Classe	
	Motorista de Pesados de 2.ª Classe	
	Motorista de Ligeiros Principal	
	Motorista de Ligeiros de 1.ª Classe	
	Motorista de Ligeiros de 2.ª Classe	
	Telefonista Principal	
	Telefonista de 1.ª Classe	
	Telefonista de 2.ª Classe	
	Auxiliar Administrativo Principal	
	Auxiliar Administrativo de 1.ª Classe	
	Auxiliar Administrativo de 2.ª Classe	
Auxiliar de Limpeza Principal	1	
Auxiliar de Limpeza de 1.ª Classe	1	
Auxiliar de Limpeza de 2.ª Classe	2	
Pessoal Operário Qualificado	Encarregado	
	Operário Qualificado de 1.ª Classe	
	Operário Qualificado de 2.ª Classe	
Pessoal Operário não Qualificado	Encarregado	1
	Operário não Qualificado de 1.ª Classe	1
	Operário não Qualificado de 2.ª Classe	2

O Ministro da Administração do Território, *Bornito de Sousa Baltazar Diogo*.

O Ministro da Educação, *Pinda Simão*.

**Decreto Executivo Conjunto n.º 425/16**  
de 16 de Setembro

Ao abrigo do disposto no artigo 71.º da Lei n.º 13/01, de 31 de Dezembro, que aprova a Lei de Bases do Sistema de Educação, conjugado com as disposições do Decreto Presidencial n.º 104/11, de 23 de Maio, que define as condições e procedimentos de elaboração, gestão e controlo dos quadros de pessoal da Administração Pública;

Em conformidade com os poderes delegados pelo Presidente da República, nos termos do artigo 137.º da Constituição da República de Angola, e de acordo com o estabelecido no n.º 4 do artigo 2.º do Decreto Presidencial n.º 6/10, de 24 de Fevereiro, determina-se:

1. É criada a Escola do I Ciclo do Ensino Secundário n.º 268 - Cateñguenha, sita no Município da Caála, Província do Huambo, com 10 salas de aulas, 20 turmas, 2 turnos com 36 alunos por sala e capacidade para 720 alunos.

2. É aprovado o quadro de pessoal da Escola ora criada, constante dos modelos anexos ao presente Decreto Executivo Conjunto, dele fazendo parte integrante.

Publique-se.

Luanda, a 1 de Setembro de 2016.

O Ministro da Administração do Território, *Bornito de Sousa Baltazar Diogo*.

O Ministro da Educação, *Pinda Simão*.

**MODELO PARA CRIAÇÃO/  
LEGALIZAÇÃO DA ESCOLA**

**I**

**Dados sobre a Escola**

Província: Huambo.

Município: Caála.

Escola n.º /nome: n.º 268 – de Cateñguenha.

Nível de Ensino: I Ciclo do Ensino Secundário.

Classes que lecciona: 7.<sup>a</sup> à 9.<sup>a</sup> Classe.

Zona geográfica/quadro domiciliar: Rural.

N.º de salas de aulas: 10; N.º de turmas: 20; N.º de turnos: 2.

N.º de alunos/sala: 36; Total de alunos: 720.

**II**

**Quadro de Pessoal**

Necessidades do Pessoal	Categoria/Cargo
1	Director
2	Subdirector
14	Coordenador
1	Chefe de Secretaria
42	Pessoal Docente
7	Pessoal Administrativo
9	Pessoal Auxiliar
9	Pessoal Operário
<b>Total de trabalhadores</b>	<b>85</b>

**Quadro de Pessoal Docente**

Grupo de Pessoal	Categoria/Cargo	Lugares Criados
Direcção	Director	1
	Subdirector Pedagógico	1
	Subdirector Administrativo	1
Chefia	Coordenador de Turno	
	Coordenador de Curso	
	Coordenador de Desporto Escolar	1
	Coordenador de Circuitos de Interesse	1
	Coordenador Psico-Pedagógico	1
	Coordenador de Disciplina	11
	Chefe de Secretaria	1
Professor do II Ciclo do Ensino Secundário Diplomado	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 1.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 2.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 3.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 4.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 5.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 6.º Escalão	1
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 7.º Escalão	1
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 8.º Escalão	3
Professor do I Ciclo do Ensino Secundário Diplomado	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 1.º Escalão	3
	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 2.º Escalão	3
	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 3.º Escalão	5
	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 4.º Escalão	8
	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 5.º Escalão	8
	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 6.º Escalão	10
Professor do Ensino Primário	Professor do Ensino Primário Diplomado do 1.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Diplomado do 2.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Diplomado do 3.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Diplomado do 4.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Diplomado do 5.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Diplomado do 6.º Escalão	
Professor do Ensino Primário Auxiliar	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 1.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 2.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 3.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 4.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 5.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 6.º Escalão	

### Quadro de Pessoal Administrativo

Grupo de Pessoal	Categoria/Cargo	Lugares Criados
Pessoal Técnico Superior	Assessor Principal	
	Primeiro Assessor	
	Assessor	
	Técnico Superior Principal	
	Técnico Superior Principal de 1.ª Classe	
	Técnico Superior Principal de 2.ª Classe	1
Pessoal Técnico	Especialista Principal	
	Especialista de 1.ª Classe	
	Especialista de 2.ª Classe	
	Técnico de 1.ª Classe	
	Técnico de 2.ª Classe	
	Técnico de 3.ª Classe	
Pessoal Técnico Médio	Técnico Médio Principal de 1.ª Classe	
	Técnico Médio Principal de 2.ª Classe	
	Técnico Médio Principal de 3.ª Classe	
	Técnico Médio de 1.ª Classe	
	Técnico Médio de 2.ª Classe	
	Técnico Médio de 3.ª Classe	
Pessoal Administrativo	Oficial Administrativo Principal	1
	1.º Oficial Administrativo	1
	2.º Oficial Administrativo	1
	3.º Oficial Administrativo	1
	Aspirante	1
	Escriturário-Dactilógrafo	1
Pessoal Tesoureiro	Tesoureiro Principal	
	Tesoureiro Principal de 1.ª Classe	
	Tesoureiro Principal de 2.ª Classe	
Pessoal Auxiliar	Motorista de Pesados Principal	
	Motorista de Pesados de 1.ª Classe	
	Motorista de Pesados de 2.ª Classe	
	Motorista de Ligeiros Principal	
	Motorista de Ligeiros de 1.ª Classe	
	Motorista de Ligeiros de 2.ª Classe	
	Telefonista Principal	
	Telefonista de 1.ª Classe	
	Telefonista de 2.ª Classe	
	Auxiliar Administrativo Principal	
	Auxiliar Administrativo de 1.ª Classe	
	Auxiliar Administrativo de 2.ª Classe	
	Auxiliar de Limpeza Principal	2
	Auxiliar de Limpeza de 1.ª Classe	3
Auxiliar de Limpeza de 2.ª Classe	4	
Pessoal Operário Qualificado	Encarregado	1
	Operário Qualificado de 1.ª Classe	1
	Operário Qualificado de 2.ª Classe	2
Pessoal Operário não Qualificado	Encarregado	1
	Operário não Qualificado de 1.ª Classe	2
	Operário não Qualificado de 2.ª Classe	2

O Ministro da Administração do Território, *Bornito de Sousa Baltazar Diogo*.

O Ministro da Educação, *Pinda Simão*.

### Decreto Executivo Conjunto n.º 426/16 de 16 de Setembro

Ao abrigo do disposto no artigo 71.º da Lei n.º 13/01, de 31 de Dezembro, que aprova a Lei de Bases do Sistema de Educação, conjugado com as disposições do Decreto Presidencial n.º 104/11, de 23 de Maio, que define as condições e procedimentos de elaboração, gestão e controlo dos quadros de pessoal da Administração Pública;

Em conformidade com os poderes delegados pelo Presidente da República, nos termos do artigo 137.º da Constituição da República de Angola, e de acordo com o estabelecido no n.º 4 do artigo 2.º do Decreto Presidencial n.º 6/10, de 24 de Fevereiro, determina-se:

1. São criadas as Escolas do Ensino Primário n.º 18 – 1.º de Maio e n.º 21 – Kulembe, sitas no Município do Mungo, Província do Huambo, com 12 salas de aulas, 24 turmas, 2 turnos com 36 alunos por sala e capacidade para 864 alunos.

2. É aprovado o quadro de pessoal das Escolas ora criadas, constante dos modelos anexos ao presente Decreto Executivo Conjunto, dele fazendo parte integrante.

Publique-se.

Luanda, a 1 de Setembro de 2016.

O Ministro da Administração do Território, *Bornito de Sousa Baltazar Diogo*.

O Ministro da Educação, *Pinda Simão*.

### MODELO PARA CRIAÇÃO/ LEGALIZAÇÃO DAS ESCOLAS

#### I

#### Dados sobre as Escolas

Província: Huambo.

Município: Mungo.

N.º/Escola: n.º 18 – 1.º de Maio e n.º 21 - Kulembe.

Nível de Ensino: Primário.

Classes que lecciona: Iniciação à 6.ª Classe.

Zona geográfica/quadro domiciliar: Suburbana.

N.º de salas de aulas: 12; N.º de turmas: 24; N.º de turnos: 2.

N.º de alunos/sala: 36; Total de alunos: 864.

#### II

#### Quadro de Pessoal

Necessidades do Pessoal	Categoria/Cargo
1	Director
8	Coordenador
1	Chefe de Secretaria
34	Pessoal Docente
5	Pessoal Administrativo
4	Auxiliar de Limpeza
4	Operário Não Qualificado
Total de trabalhadores	57

## Quadro de Pessoal Docente

Grupo de Pessoal	Categoria/Cargo	Lugares Criados
Direcção	Director	1
	Subdirector Pedagógico	
	Subdirector Administrativo	
Chefia	Coordenador de Turno	
	Coordenador de Curso	
	Coordenador de Desporto Escolar	1
	Coordenador de Circulos de Interesse	
	Coordenador Psico-Pedagógico	1
	Coordenador de Classe	6
	Chefe de Secretaria	1
Professor do II Ciclo do Ensino Secundário Diplomado	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 1.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 2.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 3.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 4.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 5.º Escalão	
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 6.º Escalão	1
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 7.º Escalão	2
	Professor do II Ciclo do Ensino Sec. e Médio Diplomado do 8.º Escalão	2
Professor do I Ciclo do Ensino Secundário Diplomado	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 1.º Escalão	
	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 2.º Escalão	
	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 3.º Escalão	
	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 4.º Escalão	
	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 5.º Escalão	
	Professor do I Ciclo do Ensino Sec. Diplomado do 6.º Escalão	
Professor do Ensino Primário	Professor do Ensino Primário Diplomado do 1.º Escalão	3
	Professor do Ensino Primário Diplomado do 2.º Escalão	3
	Professor do Ensino Primário Diplomado do 3.º Escalão	4
	Professor do Ensino Primário Diplomado do 4.º Escalão	4
	Professor do Ensino Primário Diplomado do 5.º Escalão	6
	Professor do Ensino Primário Diplomado do 6.º Escalão	9
Professor do Ensino Primário Auxiliar	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 1.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 2.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 3.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 4.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 5.º Escalão	
	Professor do Ensino Primário Auxiliar do 6.º Escalão	

## Quadro de Pessoal Administrativo

Grupo de Pessoal	Categoria/Cargo	Lugares Criados
Pessoal Técnico Superior	Assessor Principal	
	Primeiro Assessor	
	Assessor	
	Técnico Superior Principal	
	Técnico Superior Principal de 1.ª Classe	
	Técnico Superior Principal de 2.ª Classe	
Pessoal Técnico	Especialista Principal	
	Especialista de 1.ª Classe	
	Especialista de 2.ª Classe	
	Técnico de 1.ª Classe	
	Técnico de 2.ª Classe	
	Técnico de 3.ª Classe	
Pessoal Técnico Médio	Técnico Médio Principal de 1.ª Classe	
	Técnico Médio Principal de 2.ª Classe	
	Técnico Médio Principal de 3.ª Classe	
	Técnico Médio de 1.ª Classe	
	Técnico Médio de 2.ª Classe	
	Técnico Médio de 3.ª Classe	
Pessoal Administrativo	Oficial Administrativo Principal	
	1.º Oficial Administrativo	
	2.º Oficial Administrativo	1
	3.º Oficial Administrativo	2
	Aspirante	1
	Escriturário-Dactilógrafo	1
Pessoal Tesoureiro	Tesoureiro Principal	
	Tesoureiro Principal de 1.ª Classe	
	Tesoureiro Principal de 2.ª Classe	
Pessoal Auxiliar	Motorista de Pesados Principal	
	Motorista de Pesados de 1.ª Classe	
	Motorista de Pesados de 2.ª Classe	
	Motorista de Ligeiros Principal	
	Motorista de Ligeiros de 1.ª Classe	
	Motorista de Ligeiros de 2.ª Classe	
	Telefonista Principal	
	Telefonista de 1.ª Classe	
	Telefonista de 2.ª Classe	
	Auxiliar Administrativo Principal	
	Auxiliar Administrativo de 1.ª Classe	
	Auxiliar Administrativo de 2.ª Classe	
	Auxiliar de Limpeza Principal	1
Auxiliar de Limpeza de 1.ª Classe	1	
Auxiliar de Limpeza de 2.ª Classe	2	
Pessoal Operário Qualificado	Encarregado	
	Operário Qualificado de 1.ª Classe	
	Operário Qualificado de 2.ª Classe	
Pessoal Operário não Qualificado	Encarregado	1
	Operário não Qualificado de 1.ª Classe	1
	Operário não Qualificado de 2.ª Classe	2

O Ministro da Administração do Território, *Bornito de Sousa Baltazar Diogo*.

O Ministro da Educação, *Pinda Simão*.

**Decreto Executivo Conjunto n.º 427/16**  
de 16 de Setembro

Ao abrigo do disposto no artigo 71.º da Lei n.º 13/01, de 31 de Dezembro, que aprova a Lei de Bases do Sistema de Educação, conjugado com as disposições do Decreto Presidencial n.º 104/11, de 23 de Maio, que define as condições e procedimento de elaboração, gestão e controlo dos quadros de pessoal da Administração Pública;

Em conformidade com os poderes delegados pelo Presidente da República, nos termos do artigo 137.º da Constituição da República de Angola, e de acordo com o estabelecido no n.º 4 do artigo 2.º do Decreto Presidencial n.º 6/10, de 24 de Fevereiro, determina-se:

1. São criadas as Escolas do Ensino Primário n.º 07-Mbinji e n.º 19 - 7 de Outubro, sitas no Município do Mungo, Província do Huambo, com 9 salas de aulas, 18 turmas, 2 turnos com 36 alunos por sala e capacidade para 648 alunos.

2. É aprovado o quadro de pessoal das Escolas ora criadas, constante dos modelos anexos ao presente Decreto Executivo Conjunto, dele fazendo parte integrante.

Publique-se.

Luanda, a 1 de Setembro de 2016.

O Ministro da Administração do Território, *Bornito de Sousa Baltazar Diogo*.

O Ministro da Educação, *Pinda Simão*.

**MODELO PARA A CRIAÇÃO/  
LEGALIZAÇÃO DAS ESCOLAS**

**I**

**Dados sobre as Escolas**

Província: Huambo.

Município: Mungo.

N.º Escola: N.º 07-Mbinji e n.º 19-7 de Outubro.

Nível de Ensino: Primário.

Classes que lecciona: Iniciação à 6.ª Classe.

Zona geográfica/Quadro domiciliar: Suburbana.

N.º de salas de aulas: 9; N.º de turmas: 18; N.º turnos: 2.

N.º de alunos/Sala: 36; Total de alunos: 648.

**II**

**Quadro de Pessoal**

Necessidade do Pessoal	Categoria/Cargo (c)
1	Director
8	Coordenador
1	Chefe de Secretaria
23	Pessoal Docente
5	Pessoal Administrativo
4	Pessoal Auxiliar
4	Pessoal Operário
<b>Total de trabalhadores 46</b>	

**Quadro de Pessoal Docente**

Grupo de Pessoal	Categoria/Cargo	Lugares Criados
Direcção	Director	1
	Subdirector Pedagógico	
	Subdirector Administrativo	
Chefia	Coordenador de Turno	
	Coordenador de Curso	
	Coordenador de Desporto Escolar	1
	Coordenador de Circulos de Interesse	
	Coordenador Psico-Pedagógico	1
	Coordenador de Classe	6
	Chefe de Secretaria	1
Professor do II Ciclo do Ensino Secundário e Médio Diplomado	Prof. do II Ciclo do Ens. Sec. e Médio Diplomado do 1.º Escalão	
	Prof. do II Ciclo do Ens. Sec. e Médio Diplomado do 2.º Escalão	
	Prof. do II Ciclo do Ens. Sec. e Médio Diplomado do 3.º Escalão	
	Prof. do II Ciclo do Ens. Sec. e Médio Diplomado do 4.º Escalão	
	Prof. do II Ciclo do Ens. Sec. e Médio Diplomado do 5.º Escalão	
	Prof. do II Ciclo do Ens. Sec. e Médio Diplomado do 6.º Escalão	1
	Prof. do II Ciclo do Ens. Sec. e Médio Diplomado do 7.º Escalão	1
	Prof. do II Ciclo do Ens. Sec. e Médio Diplomado do 8.º Escalão	2
Professor do I Ciclo do Ensino Secundário Diplomado	Prof. do I Ciclo do Ens. Sec. Diplomado do 1.º Escalão	
	Prof. do I Ciclo do Ens. Sec. Diplomado do 2.º Escalão	
	Prof. do I Ciclo do Ens. Sec. Diplomado do 3.º Escalão	
	Prof. do I Ciclo do Ens. Sec. Diplomado do 4.º Escalão	
	Prof. do I Ciclo do Ens. Sec. Diplomado do 5.º Escalão	
	Prof. do I Ciclo do Ens. Sec. Diplomado do 6.º Escalão	
Professor do Ensino Primário	Prof. do Ens. Prim. Diplomado do 1.º Escalão	2
	Prof. do Ens. Prim. Diplomado do 2.º Escalão	2
	Prof. do Ens. Prim. Diplomado do 3.º Escalão	3
	Prof. do Ens. Prim. Diplomado do 4.º Escalão	3
	Prof. do Ens. Prim. Diplomado do 5.º Escalão	4
	Prof. do Ens. Prim. Diplomado do 6.º Escalão	5
Professor do Ensino Primário Auxiliar	Prof. do Ens. Prim. Auxiliar do 1.º Escalão	
	Prof. do Ens. Prim. Auxiliar do 2.º Escalão	
	Prof. do Ens. Prim. Auxiliar do 3.º Escalão	
	Prof. do Ens. Prim. Auxiliar do 4.º Escalão	
	Prof. do Ens. Prim. Auxiliar do 5.º Escalão	
	Prof. do Ens. Prim. Auxiliar do 6.º Escalão	

## Quadro de Pessoal Administrativo

Grupo de Pessoal	Categoria/Cargo	Lugares Criados
Pessoal Técnico Superior	Assessor Principal	
	Primeiro Assessor	
	Assessor	
	Téc. Superior Principal	
	Téc. Superior Principal de 1.ª Classe	
Pessoal Técnico	Especialista Principal	
	Especialista de 1.ª Classe	
	Especialista de 2.ª Classe	
	Téc. de 1.ª Classe	
	Téc. de 2.ª Classe	
Pessoal Técnico Médio	Téc. Médio Principal de 1.ª Classe	
	Téc. Médio Principal de 2.ª Classe	
	Téc. Médio Principal de 3.ª Classe	
	Téc. Médio de 1.ª Classe	
	Téc. Médio de 2.ª Classe	
Pessoal Administrativo	Oficial Administrativo Principal	
	1.º Oficial Administrativo	1
	2.º Oficial Administrativo	2
	Aspirante	1
	Escriturário-Dactilógrafo	1
Pessoal Tesoureiro	Tesoureiro Principal	
	Tesoureiro Principal de 1.ª Classe	
	Tesoureiro Principal de 2.ª Classe	
Pessoal Auxiliar	Motorista de Pesados Principal	
	Motorista de Pesados de 1.ª Classe	
	Motorista de Pesados de 2.ª Classe	
	Motorista de Ligeiros Principal	
	Motorista de Ligeiros de 1.ª Classe	
	Motorista de Ligeiros de 2.ª Classe	
	Telefonista Principal	
	Telefonista de 1.ª Classe	
	Telefonista de 2.ª Classe	
	Auxiliar Administrativo Principal	
	Auxiliar Administrativo de 1.ª Classe	
	Auxiliar Administrativo de 2.ª Classe	
	Auxiliar de Limpeza Principal	1
Auxiliar de Limpeza de 1.ª Classe	1	
Auxiliar de Limpeza de 2.ª Classe	2	
Pessoal Operário Qualificado	Encarregado	
	Operário Qualificado de 1.ª Classe	
	Operário Qualificado de 2.ª Classe	
Pessoal Operário não Qualificado	Encarregado	1
	Operário não Qualificado de 1.ª Classe	1
	Operário não Qualificado de 2.ª Classe	2

O Ministro da Administração do Território, *Bornito de Sousa Baltazar Diogo*.

O Ministro da Educação, *Pinda Simão*.

## MINISTÉRIO DA ENERGIA E ÁGUAS

Despacho n.º 437/16  
de 16 de Setembro

Considerando que pelo Despacho Presidencial n.º 100/16, de 26 de Maio, foi autorizada a constituição de uma empresa mista entre a Empresa de Águas e Saneamento do Lobito, E.P., a Empresa de Águas e Saneamento de Benguela, E.P., e a Odebrecht, e delegados poderes ao signatário para negociar e adjudicar a favor da dita empresa o Contrato de Gestão Delegada do Serviço Público de Águas e Saneamento da Província de Benguela;

Havendo a necessidade de se criar um grupo de trabalho multidisciplinar, que reúna as valências necessárias para lidar com todos os aspectos relacionados com o acompanhamento da implementação e da execução do Contrato de Gestão Delegada acima referido;

Nos termos das disposições combinadas do artigo 2.º do Decreto Presidencial n.º 6/10, de 24 de Fevereiro, e do artigo 137.º da Constituição da República de Angola, determino:

1.º — É criado o Comité de Acompanhamento da Implementação do Contrato de Gestão do Serviço Público de Águas e Saneamento de Benguela, abreviadamente designado «Comité de Acompanhamento», sob a coordenação de Luís Filipe da Silva, Secretário de Estado das Águas, fazendo parte integrante os seguintes membros:

- a) Victor Sardinha Moita — Vice-Governador da Província de Benguela para os Serviços Técnicos e Infra-Estruturas – Coordenador-Adjunto;
- b) Luís Mourão Garcês da Silva — Presidente do Conselho de Administração do IRSEA.

2.º — O Comité de Acompanhamento tem por missão promover o acompanhamento do processo implementação do Contrato de Gestão Delegada do Serviço Público de Águas e Saneamento de Benguela («Contrato de Gestão Delegada»), designadamente através da supervisão do processo de transição dos activos, pessoal e direitos da Empresa de Águas e Saneamento do Lobito, E.P. e da Empresa de Águas e Saneamento de Benguela, E.P., para a empresa mista acima referida. A missão do Comité de Acompanhamento desdobra-se nas Fases de Negociação, Implementação e Autonomia, competindo-lhe o seguinte:

- a) Durante a Fase de Negociação, que terá a duração de até 2 (dois) meses contados da publicação do presente Despacho:

I. Criação das condições necessárias para a validação de todos os pressupostos e requisitos legais, financeiros, económicos, técnicos e de gestão de recursos humanos do modelo contratual em que assenta o Contrato de Gestão;

II. Aprovação do plano de conversão de carreiras dos funcionários da Empresa de Águas e Saneamento do Lobito, E.P., e da Empresa de Águas e Saneamento de Benguela, E.P.;

III. Coordenação da comunicação institucional (interna e externa) de todas as entidades envolvidas no âmbito da negociação do Contrato de Gestão;

IV. Acompanhamento da operação e gestão da Empresa de Águas e Saneamento do Lobito, E.P. e da Empresa de Águas e Saneamento de Benguela, E.P. durante o período de gestão pública.

b) Durante a Fase de Transição, que terá a duração de até 3 (três) meses contados do fim da Fase de Negociação:

I. Acompanhamento do processo de transição do actual modelo de gestão do Serviço Público de Águas e Saneamento de Benguela para o modelo de Gestão Delegada;

II. Acompanhamento da implementação do plano de conversão de carreiras;

III. Liderança do plano de comunicação institucional (interno e externo);

IV. Acompanhamento da operação e gestão da Empresa de Águas e Saneamento do Lobito, E.P., e da Empresa de Águas e Saneamento de Benguela, E.P., durante a gestão da Comissão Executiva de Transição.

c) Durante a Fase de Autonomia, que terá a duração de 24 (vinte e quatro) meses contados do fim da Fase de Transição, procederá ao acompanhamento da implementação do Plano de conversão de Carreiras.

3.º — O Comité de Acompanhamento no que respeita às actividades relacionadas com o plano de conversão de carreiras será apoiado por uma entidade consultora, a qual, para o efeito, será contratada pela Empresa Mista, logo que em funcionamento, para o desempenho da sua missão.

4.º — O Comité de Acompanhamento, uma vez em funções, elaborará o seu regulamento de funcionamento o qual, entre outras matérias, definirá a periodicidade das reuniões, a competência e formas das convocatórias, o quórum de funcionamento, as maiorias de votação, a existência ou não de voto de qualidade do Coordenador, a confidencialidade das reuniões, a participação de terceiros nas reuniões, a elaboração de actas e relatórios das reuniões.

5.º — As dúvidas e omissões que suscitarem na interpretação e aplicação do presente Diploma são resolvidas por Despacho do Ministro da Energia e Águas.

6.º — O presente Despacho entra em vigor na data da sua publicação.

Publique-se.

Luanda, 8 de Setembro de 2016.

O Ministro, *João Baptista Borges*.

## Despacho n.º 438/16

de 16 de Setembro

Considerando que pelo Despacho Presidencial n.º 100/16, de 26 de Maio, foi autorizada a constituição de uma empresa mista entre a Empresa de Águas e Saneamento do Lobito, E.P., a Empresa de Águas e Saneamento de Benguela, E.P., e a Odebrecht, e delegados poderes ao signatário para negociar e adjudicar a favor da dita empresa o Contrato de Gestão Delegada do Serviço Público de Águas e Saneamento da Província de Benguela;

Havendo a necessidade de se negociar o acordo sócios entre a Empresa de Águas e Saneamento do Lobito, E.P., a Empresa de Águas e Saneamento de Benguela, E.P., e a Odebrecht, os respectivos estatutos e o Contrato de Gestão Delegada do Serviço Público de Águas e Saneamento de Benguela e definir o Regulamento Tarifário aplicável ao referido serviço público;

Nos termos das disposições combinadas do artigo 2.º do Decreto Presidencial n.º 6/10 de 24 de Fevereiro e do artigo 137.º da Constituição da República de Angola, determino:

1.º — É criado, sob dependência directa do Ministro da Energia e Águas, a Comissão de Negociação dos Documentos Contratuais referentes ao Contrato de Gestão Delegada do Serviço Público de Águas e Saneamento da Província de Benguela, sob a coordenação de Lucrecio Costa, Director da Direcção Nacional de Águas, fazendo parte integrante os seguintes membros:

a) João Carlos de Castro Paiva — Director do Gabinete Jurídico do MINEA;

b) José Afonso Francisco — Técnico do Departamento de Relações Comerciais de Tarifas e Preços do IRSEA;

c) Pedro Mourão — Técnico da Direcção Nacional de Águas (Suplente);

d) Emanuel dos Santos Carlos — Técnico do Gabinete Jurídico do MINEA (Suplente);

e) Branca Florentina Diogo Salvador — Técnica do Gabinete Jurídico do MINEA (Suplente).

2.º — Compete particularmente à Comissão de Negociação negociar os seguintes documentos contratuais:

a) Acordo de sócios a celebrar entre a Empresa de Águas e Saneamento do Lobito, E.P., a Empresa de Águas e Saneamento de Benguela, E.P. e a Odebrecht;

b) Estatutos da empresa mista;

c) Contrato de Gestão Delegada do Serviço Público de Águas e Saneamento da Província de Benguela;

d) Determinação do novo Regulamento Tarifário.

3.º — Uma vez concluídas as negociações, a Comissão de Negociação submeterá ao Ministro da Energia e Águas o texto final dos documentos contratuais para aprovação e assinatura.

4.º — As dúvidas e omissões que suscitarem na interpretação e aplicação do presente Diploma são resolvidos por Despacho do Ministro da Energia e Águas.

5.º — O presente Despacho entra em vigor na data da sua publicação.

Publique-se.

Luanda, 8 de Setembro de 2016.

O Ministro, *João Baptista Borges*.



 Engenharia & Construção Internacional		KULUMBIMBI (RUÍNAS DA SÉ CATEDRAL DE MBANZA KONGO)										 GOVERNO DE ANGOLA MINISTÉRIO DA CULTURA		 Governo Provincial do Zaire			
		CRONOGRAMA DOS TRABALHOS DE INTERVENÇÃO										Data: 10-08-2016		Local: Mbanza Congo			
Nº	Descrição dos Trabalhos	Início	Conclusão	2016					2017								
				AGO	SET	OUT	NOV	DEZ	JAN	FEV	MAR	ABR	MAI	JUN	JUL	AGO	SET
11	MANUTENÇÃO CONTINUA DA ÁREA (LIMPEZA DE RESÍDUOS, CONTROLE DE VEGETAÇÃO E OUTROS)	jan-17	set-17														
12	APLICAÇÃO DE REVESTIMENTOS DE IMPERMEABILIZAÇÃO DO SOLO (INTERNO/EXTERNO) E DRENAGENS	jan-17	set-17														
13	DESMOBILIZAÇÃO DAS INFRAESTRUTURAS PROVISÓRIAS DE APOIO A OBRA	set-17	set-17														
14	PLANO DE MONITORIZAÇÃO E REGISTRO DAS PATOLOGIAS (POLÍTICA DE CONSERVAÇÃO PREVENTIVA)	set-17	-														

Nota\*: Os períodos aqui indicados, são apenas uma proposta em linha do tempo que podem ser alteradas e/ou ajustadas em qualquer momento se enquadrando a realidade do desenvolvimento do projeto.



REPÚBLICA DE ANGOLA  
O COMITÉ DE GESTÃO PARTICIPATIVA DO CENTRO  
HISTÓRICO DE MBANZA-KONGO

ACORDO DE PRINCÍPIO

ENTRE:

**PRIMEIRO: O COMITÉ DE GESTÃO PARTICIPATIVA DO CENTRO HISTÓRICO DE MBANZA-KONGO**, com sede em Mbanza-Kongo, neste acto representado pelos Senhores **Biluka Nsakala Nsenga** e **Sónia Ludmila da Silva Domingos Pom**, na qualidade de membros do respectivo comité, adiante também designados como “**Outorgantes.**”

E

**SEGUNDO: A ODEBRECHT INFRAESTRUTURA – ANGOLA**, com sede em Luanda, Bairro Morro Bento, representado neste acto pelos Senhores **Uirá Ribeiro**, Director de Contrato e **Marcus Felipe de Aragão Fernandes**, Director do Planeamento, pessoas e Comunicação, ambos residentes em Luanda, na Avenida Talatona, Rua A1, Condomínio Belas Business Park, Torre Cabinda, 8.º andar, adiante também designados como “**Outorgantes.**”

Considerando que a Odebrecht Infraestrutura – Angola, possui uma experiência comprovada na recuperação dos sítios históricos, a exemplo da recuperação das ruínas históricas de Kambambe, projecto que o Comité de Gestão Participativa do Centro Histórico de Mbanza-Kongo, pretende levar acabo com a recuperação das Ruínas da antiga Sé Catedral de Mbanza-Kongo do século XVI, (Kulumbimbi), Património Histórico-cultural, classificada pela Portaria n.º 9.938-Boletim oficial n.º 44, de 30 de Outubro de 1957, no âmbito do processo de candidatura de Mbanza-Kongo a património da humanidade em curso.

É celebrado e reciprocamente aceite o presente acordo de princípio de consultoria para consolidação e restauro do Kulumbimbi, o qual se rege pelas cláusulas seguintes:

-----CLÁUSULA PRIMEIRA-----

(Definições)

Para efeitos do presente acordo de princípio, salvo se sentido diverso resultar do seu contexto, as definições abaixo reproduzidas têm o significado que a seguir lhes é atribuído:

- a) Cláusulas: disposições deste acordo de princípio;
- b) Data Efectiva: data da assinatura do acordo;
- c) Sítio histórico: monumento histórico existente na cidade de Mbanza-Kongo;
- d) Kulumbimbi: Antiga Sé Catedral de Mbanza-Kongo século XVI.

-----CLÁUSULA SEGUNDA-----

**(Objecto do Acordo)**

O presente acordo de princípio tem como objecto a consultoria técnica para consolidação e restauro das Ruínas da antiga sé Catedral de Mbanza-Kongo (Kulumbimbi), classificado como património histórico-cultural nacional;

-----CLÁUSULA TERCEIRA-----

**(Prazo de Vigência)**

O presente acordo de consultoria técnica vigorará até a elaboração dos projectos de consolidação e restauro da Antiga Sé Catedral de Mbanza-Kongo (Kulumbimbi).

-----CLÁUSULA QUARTA -----

**(Alteração de Circunstâncias)**

Qualquer circunstância alheia a vontade das partes ou que resulte em factores operacionais susceptível de provocar a alteração do objecto do presente acordo, as partes deverão fazer os possíveis para a reposição do equilíbrio das cláusulas constantes no acordo.

-----CLÁUSULA QUINTA -----

**(Boa-fé)**

As partes obrigam-se a actuar no âmbito do presente acordo, com base nos ditames da boa-fé e a não exercer qualquer direito ou faculdade de modo abusivo ou injustificadamente para a outra Parte.

-----CLÁUSULA SEXTA-----

**(Entrada em vigor)**

O presente acordo entra em vigor na data da sua assinatura.

E, por estarem justos e avençados, assinam este instrumento jurídico, de consultoria técnica para consolidação e restauro, aos 27 de Julho de 2016.

 2 

Pelo Comité de Gestão Participativa:

Piluka Nsakala Nsenga  
Sivia Ludmila de Silva Domingos Pom

Pela Odebrecht

[Signature]  
M. Felipe

REPÚBLICA PORTUGUESA S. R. PROVÍNCIA DE ANGOLA  
DIRECÇÃO PROVINCIAL DOS SERVIÇOS  
DE OBRAS PÚBLICAS E TRANSPORTES

PROGRAMA DE TRABALHOS A EXECUTAR EM S.SALVADOR,  
POR CONTA DA VERBA DE 20.000\$00, DISTRIBUÍDA POR  
DESPACHO SUPERIOR DE 17JUL71, DESTINADA A "LIM-  
PEZA E DEPESA DE RUÍNAS, E REATERRO DE ESCAVAÇÕES".

1 - Vedação da área dos alicerces dum convento, jun-  
to do Parque Infantil, por meio dum cercado de arame e plantas  
trepadeiras ou arbustos decorativos (crótones, etc.).

2 - Reaterro dos alicerces (depois de obtidas fotogr-  
fias, para enviar à Direcção dos Serviços) e das escavações que  
foram efectuadas em torno da Sé.

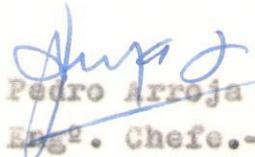
3 - Reaterro de todas as restantes escavações que se  
fizeram em diversos locais da área urbana.

4 - Plantação de arbustos ornamentais, de pequeno  
porte, junto ao murete de vedação do recinto da Sé e do Cemitério  
dos Reis, interiormente, por forma a constituir uma floreira que  
não obstrua a visibilidade do Monumento.

5 - Regularização do relvado no recinto da Sé e do  
Cemitério dos Reis.

Luanda, 30 de Agosto de 1971

PEL'O DIRECTOR DOS SERVIÇOS  
O CHEFE DA REPARTIÇÃO

  
Joaquim Pedro Arroja Junior  
- Eng.º. Chefe.-

FB/MR.-

Senhor SECRETÁRIO PROVINCIAL de  
Obras Públicas.

À consideração de V.Exª. julgando que  
será de proceder conforme se propõe no  
nº. 7, enviando cópia da presente infor-  
mação e do esboço anexo ao Arqª. que foi  
encarregado de proceder ao estudo da re-  
modelação do P.U. 23-7-71

Concordo.

23-7-71

As.) Júlio Mestre.-

As.) Waldemar d'Orey.-  
= Informação =

1) À consideração de V.Exª. julgando  
de, no caso de merecer concordância, tran-  
sitar para a RU a fim do arranjo esboça-  
do ser remetido ao arquitecto que está  
incumbido do estudo da remodelação do  
Plano de Urbanização de S. Salvador.

2) V.Exª. porém melhor resolverá.-  
22-7-71

As.) D.C. Crespo.-

URBANIZAÇÃO DA ZONA ONDE SE SITUAM AS RUÍNAS DA SÉ E AS  
INSTALAÇÕES MISSIONÁRIAS EM S.SALVADOR.

1 - Em 14NOV68 efectuou-se uma reunião para se definir a  
localização dum futuro Lar-Seminário, a construir em S.Salvador, ten-  
do-se optado pelo recinto onde se situam as instalações missionárias.  
Esta escolha obteve a concordância e sanção do Excelentíssimo Secre-  
tário Provincial de Obras Públicas e Comunicações, por seu despacho  
de 16NOV68 exarado na Inf.Nº.214/RE/68.

2 - Tendo as entidades eclesiásticas discordado da localiza-  
ção indicada nas plantas de urbanização para a implantação da futura  
Catedral, foi o signatário incumbido, verbalmente, de indagar qual  
ria o local preferido pelas mesmas entidades, tendo-se averiguado ju-  
to dos Missionários de S.Salvador que era seu desejo que o novo templo  
ficasse situado junto da actual Missão.

3 - Posteriormente, determinou Sua Excelência o Governador  
Geral que fôsse estudado um arranjo urbanístico da zona da Sé, a fim  
de se melhorar o seu aspecto.

SE  
(27)

*J.*

Para este efeito, foi elaborado o esboço preliminar anexo, no qual se prevê o isolamento do recinto envolvente da Sé, até à Missão Católica, destinado a futuras pesquisas por ser um local de grande interesse arqueológico, onde deverão existir os alicerces do antigo Paço Episcopal e de outras construções, parte dos quais já foram encontrados por meio de escavações.

Do arranjo urbanístico desta zona só foi executado o murete ao longo da rua principal, que será completado com uma floreira, a executar pela Repartição Distrital de Obras Públicas, segundo as instruções dadas no local verbalmente.

Ainda não foi feita a ligação do novo murete com o muro de vedação da Missão em virtude de ser necessário manter aberto o acesso ao local de estacionamento dos aviões militares.

4 - No esboço urbanístico elaborado procurou-se dar solução aos três problemas postos a resolução, e que estão referidos nos parágrafos 1, 2 e 3.

Partindo da ideia preconizada de se evitar a separação da cidade em duas partes por meio duma avenida a localizar sobre a actual pista da aviação, no arranjo esboçado interrompeu-se essa via central junto das instalações missionárias, prevendo-se aí uma praça, que poderia ter a função de Centro Cívico e em cujo topo poderia vir a ser construída a Catedral. Esta ficaria, assim, localizada dentro dum vasto recinto que englobaria todas as instalações eclesiásticas: Catedral, Paço Episcopal, Lar-Seminário e Centro Missionário. A maior parte desse recinto coincide com os terrenos que eram ocupados pela Missão Católica.

5 - Dentro do princípio pretendido, de se impedir o secçãoamento da cidade por uma grande linha divisória axial, poderia aproveitar-se, no entanto, parte da actual pista para formar uma pequena alameda central, de extensão limitada, que seria o ponto de convergência da via urbana e o entroncamento das artérias de ligação dos diversos bairros, passando, desse modo, de linha de divisão a ponto de ligação.

6 - O arranjo representado no esboço urbanístico preliminar mereceu a concordância do R.º Pe. Superior da Missão de S. Salvador e d

Sua Excelência Reverendíssima o Bispo de Carmona e S. Salvador, no que respeita à localização das diversas instalações eclesiais.

7 - Dado o facto de estar em estudo a remodelação do Plano de Urbanização daquela cidade, julga o signatário conveniente que, em caso de concordância de V. Ex<sup>sa</sup>. e do Serviço de Urbanização com a solução projectada, seja remetida cópia do esboço urbanístico acima referido ao Arquitecto incumbido da remodelação do Plano de Urbanização de S. Salvador.

V. Ex<sup>sa</sup>.; porém, determinará o que tiver por mais acertado e conveniente.

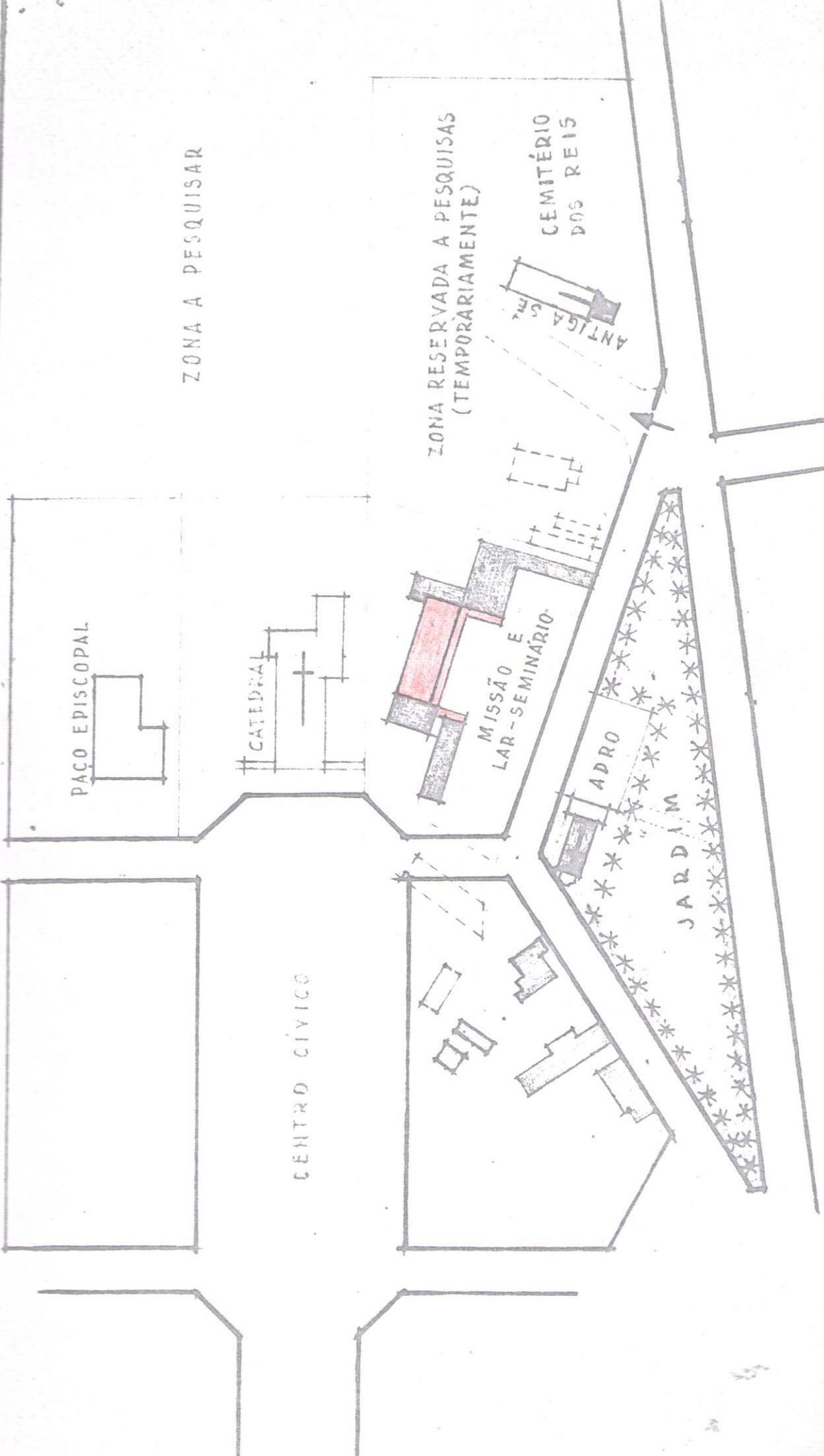
Repartição de Edifícios e Monumentos, em Luanda, 20 de Julho de 1971.-

O ARQUITECTO,



Fernando Batalha.-

FB/MR.-



ZONA A PESQUISAR

PACO EPISCOPAL

CATEDRAL

CENTRO CIVICO

ZONA RESERVADA A PESQUISAS  
(TEMPORARIAMENTE)

MISSÃO E  
LAR - SEMINÁRIO

ADRO

JARDIM

CEMITÉRIO  
DOS REIS

ANTIGA SE

Quinas de S. Isidoro

(28)

Inf. Nº 184/RE/71  
de 14 Julho 1971

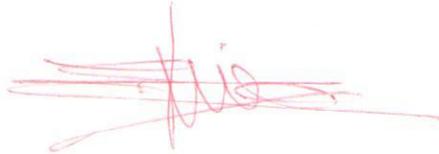
---

DISTRIBUIÇÃO DO SALDO DA  
VERBA DO CAP.º 12, ART.º 1542  
N.º 1, ALÍNEA 2) - PADRÕES E  
MONUMENTOS DO ORÇAMENTO  
EM VIGOR.

---

Encontra-se nos Proc.ºs

- DOTAÇÕES
- FORTALEZA DE S. MIGUEL



DIRECÇÃO PROVINCIAL DOS SERVIÇOS  
DE OBRAS PÚBLICAS E TRANSPORTES

(35)

REPARTIÇÃO DE EDIFÍCIOS E MONUMENTOS

INF. Nº. 153/RE/70

Suponho que há mais casos em que a Câmara Municipal, tem mostrado falta de colaboração, e acatamento de diretivas e pareceres dados por esta Direcção, e até do Sr. Secretário Provincial.

Deve portanto prestar-se informação para ser submetida a despacho do Exm<sup>o</sup>. Secretário Provincial abordando todos aqueles casos.

1.10.70

Ass<sup>o</sup>. Waldemar d'Orey.-

ASSUNTO:-- PESQUISAS ARQUEOLÓGICAS NA RUA GAGO GOUTINHO, DE S. SALVADOR.

Referência -- Nota nº. 563/ZR/70 (20SET70) da Repartição Distrital de O.P. do Zaire.

1.-- No officio nº. 718/CM/26-A da Câmara Municipal de S. Salvador, transcrito na nota acima referenciada, pergunta-se se já pode ser asfaltado o trço deste arruamento situado em frente da Escola do Ciclo Preparatório.

Nesse local vêm sendo efectuadas escavações para pôr a descoberto vestígios de antigas construções, que apareceram em grande parte desse trço e que se prolongam para um e outro lado dessa rua.

Estas pesquisas ainda não podem considerar-se concluídas, visto tratar-se dum serviço por sua natureza complicado e moroso, sujeito a limitações de meios de vária ordem, e que teve de ser repetido algumas vezes em consequência de terem sido danificados trabalhos anteriores com a passagem de veículos e maquinaria, mesmo a despeito de terem sido abertas valas para vedar ao trânsito esse trço de arruamento.

Presentemente está ali concentrado quase todo o pessoal disponível para o serviço de pesquisas, conforme está confirmado no parágrafo 2 da supracitada nota da Repartição Distrital de O.P. do Zaire.

§

.../...



2 -- Considerando que as pesquisas arqueológicas em curso não podem ser feitas "de afogadilho" e que, por sua natureza e meios de acção, não podem estar sujeitas a prazos, sou de parecer que o problema seja submetido a resolução superior, por meio da qual fique decidido e as partes se conformem se deve acabar-se com as pesquisas e asfaltar-se a rua, ou se deve concluir-se as pesquisas e sobrestar na asfaltagem (como havia sido acordado na reunião efectuada em 11/MAI/70 em S. Salvador, entre o Excelentíssimo Governador do Distrito, o Exm.º Senhor Presidente da Câmara Municipal e o signatário).

V. Ex.ª., porém, determinará o que tiver por mais acertado e conveniente.

Luanda, 30 de Setembro de 1970

O ARQUITECTO,

Fernando Batalha.-

FB/EH.-

(36)

Cof. N<sup>o</sup> 33430/1061/RE/70  
de 14 Set. 70

À Director da Biblioteca  
Municipal do Porto

Comunica-se que foi autorizada  
a transferência de 1.510,00  
p/ pagamento de microfílm  
de livros e fotocópias da  
planta da Fortaleza de Novo  
Redondo.

Encontra-se no Proc.  
D<sup>o</sup>

J. SALVADOR  
REITOS ARQUEOLÓGICOS

2<sup>a</sup> VOL.

11/5/74



13/4/70

Para cumprimento do despacho do Exm<sup>o</sup>. Secretário Provincial deve o mesmo ser transcrito ao G.D. Zaire, soli-

CONF. INF. Nº. 86/RE/70

(46)

citando também a sua transmissão à C.M. Cópia da presente informação à RU para conhecimento e orientação.

18-7-70 As.) Waldemar d'Orey.-

REPARTIÇÃO DE EDIFÍCIOS E MONUMENTOS

INF. Nº. 86/RE/70

Senhor SECRETÁRIO PROVINCIAL de Obras Públicas.

Concordo.  
Na reunião havida em 14.7.70 com Sua Excelência o Gov. Geral relativa ao assunto foi determinado não a interrupção das pesquisas em curso mas sim a sua intensificação por forma a permitir o mais breve possível a localização dos elementos arqueológicos para determinação do seu valor histórico e estudo da sua preservação. Os elementos de valor histórico situados nos arruamentos seriam assinalados nos seus contornos ou por manchas cobrindo a sua área.

1) A consideração de V.Ex<sup>as</sup>. a presente informação com a minha concordância, excepto quanto ao que se propõe no nº. 11, porquanto em assuntos desta natureza, julgo que não se deverá transigir nem alienar responsabilidades.

2) A orientação que o Sr. Arquitecto Batalha tem vindo a dar às pesquisas é merecedora de todo o apoio, e muito embora de acordo com as directrizes de S.Ex<sup>as</sup>. o Governador Geral dadas na reunião de 14JUL70, se vá providenciar para um maior incremento nas pesquisas, a verdade é que se trata de trabalhos que pela sua natureza e responsabilidade estão sujeitos a muitos condicionamentos, e

(Segue em folha anexa)

(Segue em folha anexa)

S.SALVADOR -- CONFLITO ENTRE OS TRABALHOS DE PAVIMENTAÇÃO DE ARRUAAMENTOS E OS DE PESQUISA ARQUEOLÓGICA.

1 -- Em 11MAI70, numa reunião que o signatário teve em S. Salvador com o Excelentíssimo Governador do Distrito do Zaire e o Exm<sup>o</sup>. Senhor Presidente da Câmara Municipal da mesma cidade, foi reconhecida e admitida a conveniência de se deslocar lateralmente cerca de 12 metros uma rua que vai ser pavimentada, localizada ao lado do Clube e do Parque Infantil. A deslocação da rua tem por fim poder-se salvar os alicerces dum igreja e dum convento, já parcialmente danificados pelos trabalhos de terraplanagem.

Estas ruínas situam-se dentro da "Zona Condicionada" do Plano de Urbanização e constituem a Zona Arqueológica nº.4, constante da Planta de Zonas Arqueológicas fornecida à Repartição Distrital de Obras Públicas do Zaire em 26SET68. (Inf.nº.167/RE/68).

2 -- Em 12JUL70, o signatário foi abordado pelo Exm<sup>o</sup>. Senhor Presidente da Câmara Municipal do Zaire (representado pelo Sr. ...), o qual lhe declarou que tinha de prosseguir os trabalhos de pavimentação, de contrário teria que ser interrompidos pelos prejuízos a serem causados nas obras

2.- Na mesma reunião foi, igualmente, acordado suspender-se a pavimentação do troço de uma outra rua, situado em frente da nova escola em construção, no qual se haviam encontrado (em Maio de 1968) importantes vestígios arqueológicos, com alicerces de construções antigas.

3.- Esperando encontrar (em virtude de referências históricas e tradicionais) outras ruínas no prolongamento do mesmo arruamento para sul, o signatário mandou abrir valas de sondagem nas bermas desse novo troço -- conforme está determinado fazer-se dentro da "Zona Condicionada".

Como tinha previsto, apareceram ali grandes fundações de velhos edifícios, situadas sob o leito do arruamento e aos lados. Estas escavações foram efectuadas quando estavam paralizados no local os trabalhos de terraplanagens, em consequência de ter de se tratar previamente da demolição de construções existentes nos terrenos por onde passa rua.

4.- Entretanto, foi regularizado este assunto e a Câmara Municipal resolveu mandar prosseguir com as obras dando instruções ao seu adjudicatário para não se prender com os achados arqueológicos -- não obstante situarem-se dentro da "Zona Condicionada", com a qual a mesma Câmara concordou, bem como com a sua protecção (Inf. nº. 82/RU/68 e or. 37/CM/22, de 16JAN68, da Câmara).

Em face daquela deliberação, o Chefe da Repartição Distrital de O.P. do Zaire telefonou e telegrafou em 6JUN70, dando conhecimento do facto e pedindo a ida do signatário a S. Salvador, com urgência, a fim de encaminhar o assunto localmente.

Para tratar do caso tendo em consideração a defesa dos monumentos e a urbanização, determinou V. Exª, que se deslocassem àquela cidade o signatário (que partiu em 11JUN70) e o Exmª. Senhor Engª Chefe da Repartição de Urbanismo (que só pôde obter passagens para seguir em 22JUN70).

5 -- Em 12JUN70, o signatário foi abordado pelo Exmª. Senhor Presidente da Câmara (acompanhado do encarregado da empresa adjudicatária das obras dos arruamentos), o qual lhe declarou que tinham de prosseguir os trabalhos de pavimentação, de contrário teria que ser indemnizada pelos prejuízos a empresa encarregada das obras

B.

e que a Câmara não podia suportar tais encargos, dando a entender que tais prejuízos seriam da responsabilidade dos Monumentos Nacionais.

Respondendo ao Exm<sup>o</sup>. Senhor Presidente da Câmara, o signatário informou que não podia responsabilizar-se por prejuízo algum e que, certamente, os Monumentos Nacionais também se não responsabilizariam. Este Serviço estava ali fazendo um trabalho que lhe havia sido pedido, conforme um modo de procedimento previsto no Plano de Urbanização e que era do conhecimento da Câmara e fôra superiormente sancionado, que está regulado na legislação e com o qual o Estado já dispendeu bastante dinheiro. Também, portanto, não tomava a responsabilidade de o mandar suspender. Procedesse a Câmara como entendesse: se quisesse mandar avançar com os trabalhos de pavimentação nas zonas arqueológicas, que mandasse, que o signatário não poria impedimento. Limitar-se-ia a regressar a Luanda no primeiro avião e a mandar sustar os trabalhos de pesquisa arqueológica, para evitar que o Estado tivesse que dispendir mais dinheiro inútilmente. Referiu ainda que, conjugando-se os interesses com boa-vontade, não haveria prejuízos para ninguém, visto que o valor dos troços de ruas cuja pavimentação fôsse suspensa poderia ser aplicado na pavimentação de outros troços dos muitos arruamentos que há por pavimentar em S. Salvador.

Pareceu ao signatário que as objecções que apresentou teriam sido compreendidas e que se procederia correspondentemente.

6 -- Em 15JUN70, o Funcionário da Repartição Distrital de Zaire que tem acompanhado os trabalhos de pesquisa avisou o signatário de que o Encarregado da empresa adjudicatária da pavimentação e informou de que recebera ordens da Câmara para avançar com os trabalhos, mesmo onde houvesse escavações arqueológicas e construções.

Para tirar dúvidas, o signatário dirigiu-se ao mesmo Encarregado, acompanhado de duas pessoas, que poderão testemunhar a conversa. Tendo aquele perguntado a este se, efectivamente, recebera tais ordens, ele reafirmou o que dissera antes, estando presentes as referidas pessoas.

7 - Perante esta situação, o signatário redigiu a Informação nº. 24/RE/70, que em 16JUN70 foi levada a despacho, mandando o Ex<sup>o</sup>. Senhor Intendente Chefe da Repartição Distrital, na ausência do Excelentíssimo Governador do Distrito, que a mesma fosse remetida à Câmara Municipal, para esta prestar informação.

8 - Tendo regressado a Luanda em 18 JUN 70, o signatário contactou com o Exm.º Senhor Eng.º, Chefe da Repartição de Urbanismo para lhe expor os problemas relacionados com as pesquisas arqueológicas, a urbanização e as obras em curso em S. Salvador, como V. Ex.º, anteriormente determinara.

O mesmo Senhor Engenheiro foi a essa cidade para apreciação dos referidos problemas, tendo depois prestado a Informação n.º. 572/RU/70, na qual indicou soluções adequadas para conciliar os vários interesses e se resolverem cordatamente tais problemas.

9 - Sobre a Informação n.º. 572/RU/70 dignou-se o Excelentíssimo Secretário Provincial exarar o seguinte despacho:

V. Ex.º, determinará o que tiver por conveniente.

" Sua Excelência o Governador Geral a quem o processo foi presente, com o telegrama n.º. 96/GAB. do Gov. do Distrito do Zaire, exarou despacho neste.

8-7-70

as.º) J. Mestre"

o ARQUIVADO,

10 - O signatário teve conhecimento de que o Excelentíssimo Governador do Distrito do Zaire, no seu telegrama n.º. 96/GAB., pede para se sobrestar na apreciação da Informação n.º. 572/RU/70.

Dado o grande interesse e insistentes diligências do Excelentíssimo Senhor Governador do Zaire para se promovesse a preservação dos vestígios das construções mais antigas do hemisfério sul, que, atestam a primeira acção civilizada nesse hemisfério e revelam a multiasselular presença e obra colonizadora dos portugueses, crê o signatário que a motivação daquele pedido será a oposição que a Câmara Municipal de S. Salvador vem fazendo sobre a conservação daquelas ruínas, que qualquer outra cidade gostaria de possuir e teria orgulho de mostrar aos visitantes, como o mais digno título de nobreza que se pode encontrar nas terras a sul do equador.

Numa espantosa incompreensão, os habitantes de S. Salvador, a essas relíquias históricas únicas em meio mundo, preferem ter uns bocados de asfalto que poderiam aplicar em inúmeras outras das suas ruas que estão por pavimentar.

REPÚBLICA PORTUGUESA  
PROVINCIA DE ANGOLA  
DIRECCAO PROVINCIAL DE OBRAS PÚBLICAS E DEPORTES  
CONT. INF. Nº. 86/NE/70  
- Fla. 5 -

(apenso à Informação nº. 86/32/70)

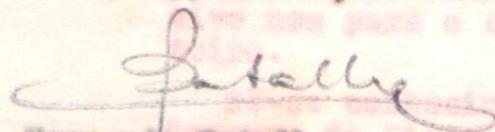
Este facto insólito está expresso na Acta nº. 21, da sessão municipal efectuada em 2JUL70, na qual se revela o desconhecimento absoluto do valor e transcendente significado das ruínas que vêm sendo descobertas e que a Câmara classifica "um mais que duvidoso património artistico que na realidade não existe". --!!!

11 - Perante uma atitude destas, o signatário tem a honra de propor que se interrompam definitivamente as pesquisas e S. Salvador e que se relegue para os seus habitantes a responsabilidade da conservação ou destruição dum património histórico único em Angola e em toda a parte do Mundo.

V. Ex.ª. determinará o que tiver por conveniente.

Luanda, 13 de Julho de 1970

O ARQUITECTO,

  
Fernando Batalha

FB/EM.-

15-7-70  
As.) Júlio Castro.-

DIRECÇÃO PROVINCIAL DOS SERVIÇOS  
DE OBRAS PÚBLICAS E TRANSPORTES

(Apenso à Informação nº. 86/RE/70)

(46)

Cont. do Parecer

demoras imprevisíveis.

3) Assim julgo de manter a orientação que vem sendo seguida, e nomeadamente a que foi exposta na Inf. 573/RU/70, mesmo que de tal resulte a modificação do traçado de alguns arruamentos, a supressão doutros, ou a suspensão da respectiva asfaltagem por tempo indeterminado.-

15-7-70

As.) Waldemar d'Orey.-

Cont. do Despacho

Nas zonas onde não existam edificações ou compromissos de cedência de terrenos promover-se-ia estudo adequado para preservação do património histórico de reconhecido interesse, enquadrando essas zonas na urbanização da cidade por forma a que fiquem harmónicamente ligadas às restantes zonas urbanas, valorizando-as por esse facto.

Quanto à empreitada de pavimentação de arruamentos que está em curso, os Serviços diligenciarão por forma a conduzir a uma solução em que não haja prejuízos para o corpo administrativo nem para o empreiteiro.

Dê-se conhecimento ao Governo do Distrito do Zaire.-

18-7-70

As.) Júlio Mestre.-

REPARTIÇÃO DE EDIFÍCIOS E MONUMENTOS

INF. Nº. 466/RE/64.-

NÃO TEVE DESPACHO

ASSUNTO: REPARAÇÕES NAS RUÍNAS DA SÉ DE S.SALVADOR DO CONGO E PES-  
QUISAS ARQUEOLÓGICAS NOS LOCAIS DE ANTIGAS CONSTRUÇÕES.-

1 - Pelo Ofício Nº. 66/ZR/64, de 27.NOV.64, solicitou o Governo do Distrito do Zaire uma verba de Esc.50.000\$00 para obras de urbanização e protecção das ruínas da Sé de S.Salvador do Congo.

2 - Conforme parecer que apresentei em 5.AGO.63 e por proposta apresentada em 7.AGO.64, que mereceram aprovação, foi decidido não executar obras de urbanização ou valorização daquele monumento, sem que previamente se proceda a pesquisas sistemáticas e a escavações nos locais presumíveis das antigas construções (12 igrejas, 3 conventos, 2 palácios, etc.), alguns dos quais se situam justamente nas imediações das ruínas da Sé.

3 - Por este facto, sou de parecer que a dotação a distribuir para aquele efeito no ano decorrente se limite às verbas necessárias para ocorrer a pequenas reparações nas aludidas ruínas e para iniciar as pesquisas locais e escavações que se verificarem necessárias e mais urgentes, sob a minha orientação.

4 - De acordo com este critério, tenho a honra de propor a V.Exa. que seja distribuída, do saldo da dotação atribuída aos Monumentos Nacionais para o ano corrente, a verba global de Esc. 25.000\$00, destinada a reparações urgentes nas ruínas da Sé, a pesquisas e escavações em outras ruínas e, eventualmente, a protecção de alicerces que venham a ser descobertos.

Seria difícil, nesta altura do ano, conceder uma verba superior sem manifesto prejuízo de outras obras essenciais e urgentes.

Continua.-

5 - Os supra citados trabalhos poderiam ser executados por empreitadas ou tarefas, consoante se verificar mais exequível.-

V.Exa. determinará o que tiver por mais conveniente.-

-----000-----

Repartição de Edifícios e Monumentos, em Luanda, 10  
de Dezembro de 1964.-

O Arquitecto,



Fernando Batalha

FB/AL.-